rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

POUR UN VIETNAM UNI ET SOCIALISTE

samedi 27 janvier No 189

20 pages - 2 francs -

sommaire

2 INDOCHINE

3 ACTIVITES DU FSI

Le 20 janvier : dans toute la France
... et dans le monde
Les mensonges de la presse

4

A Paris : 15 000 manifestants face à la police
L'extrême-gauche et le 20

5

REPRESSION

6 « Ça promet pour la campagne... »
Romainville : une émule de Tramoni
Paris XIV : l'UDR attaque le PCF
Créteil : Ordre Nouveau arrive trop tard
Communiqué du GILC

7 Les « valets du pouvoir » se rebiffent
Melun : le SMIC pour les détenus !
Flics-faussaires : continuez ! C'est gratuit

ARMEE

8 Une armée d'occupation coloniale
Interview d'un militant du GRS
La colonie en chiffres

LIGUE COMMUNISTE

9 Soutenez la campagne des révolutionnaires : versez à la souscription nationale
Meetings en province
Meeting-débat à Villetaneuse
Le 7 février, tous au Palais des Sports
Nice : ville de congrès, ville d'ordre !

10 DOSSIER

QUELLE DEMOCRATIE OUVRIERE ?

11 Quand Marchais et Mitterand seront ministres, qui dirigera dans les entreprises ?

12 Le socialisme, ce n'est pas le parlementarisme bourgeois plus l'autogestion

13 La « démocratie ouvrière » dans les démocraties populaires
Et après 70 ?
La démocratie ouvrière en Pologne
Les syndicats et les grèves en Yougoslavie

14 Monsieur le Premier Ministre et cher camarade... »

15 Comité de grève : ce qu'ils en disaient !

LUTTES OUVRIERES

16 Reprise à Cégédur
Honeywell : il faut savoir couler une grève

NOTES POLITIQUES

17 Crise au sein de l'ORA
Les remontrances du PSU
Programme commun : il ne restera bientôt plus que le titre
Rennes : les MA en grève les 1 et 2 février !
Cherbourg : on n'a pas digéré les asticots !

18 Communiqué du Front des Marins et Soldats Révolutionnaires
Avortement : une fois de plus, la loi de 1920 battue en brèche

NOTES INTERNATIONALES

19 Appel de l'extrême-gauche israëlienne
Espagne : l'enlèvement de Huarte
Le FUNK reste à la Cité : première victoire des résidents
Coïncidence...

20 Amical Cabral : meurtre d'un militant africain

d'un recul de l'impérialisme à la victoire finale!

La toute première leçon de la signature des accords sur le Vietnam est celle d'une défaite stratégique de l'impérialisme américain. Ces accords marquent en effet l'échec d'une politique tournée pendant 13 ans vers la victoire militaire contre la révolution indochinoise et asiatique. L'ouverture des négociations après l'offensive du Têt 68 et l'abandon de la politique de « guerre locale », puis la signature des actuels accords et l'enlisement de la « vietnamisation » après les offensives victorieuses engagées au Cambodge, au Laos et au Sud Vietnam, manifestent le renoncement du gouvernement américain non seulement à ses projets antérieurs de reconquête du Nord Vietnam, mais aussi à ses espoirs de revenir à la situation de 1954.

La première conséquence de l'application des accords sera en effet de *priver les américano-fantoches de l'essentiel de leurs capacités offensives.* Alors même que 500 000 hommes de troupe US d'occupation, alors même que le poids de la logistique et de l'escalade US n'ont pas permis de briser les reins au FNL et d'éviter l'offensive du Têt 68 et celle de mars 72, on voit mal comment l'armée fantoche pourrait demain faire mieux ! Bien sûr, la menace d'une reprise de l'escalade US reste permanente. Mais elle impliquerait un nouveau changement d'orientation de la politique américaine qui la confronterait directement, fort probablement, à la relance mondiale du mouvement anti-impérialiste. Mais cette politique d'escalade militaire, malgré les dommages immenses qu'elle a provoqués, a d'ores et déjà été mise en échec par la résistance victorieuse des trois peuples d'Indochine. Symptômatiquement, les derniers bombardements US sur Hanoï et Haïphong n'ont pas permis d'arracher une seule nouvelle concession aux combattants indochinois. Les nouveaux accords restent identiques sur le fond à ceux du 26 octobre 72.

Ce recul US ne signifie pourtant ni que la victoire finale est aujourd'hui acquise, ni qu'elle sera gagnée demain facilement. D'abord parce que les combats continueront en Indochine et tout particulièrement *au Cambodge*, où l'actualité militaire et les fermes déclarations du FUNK montrent à quel point les mois qui s'ouvrent peuvent être décisifs. Ensuite et surtout parce qu'au Sud Vietnam une situation de double pouvoir se perpétue. Telle était la principale concession contenue par rapport aux propositions antérieures en 7 points du GRP dans les accords du 26 octobre 72. Telle est la principale concession qui reste aujourd'hui comprise dans les accords du 23 janvier. Et parce que la révolution vietnamienne est à la fois libération nationale et sociale, la « réconciliation nationale » ne peut effacer cette situation. On ne peut réconcilier le pouvoir porteur des intérêts impérialistes et capitalistes avec celui porteur des intérêts du prolétariat vietnamien et des paysans pauvres.

C'est ce qu'illustrent les mesures prises aujourd'hui tant par Saïgon que par le GRP. Le président-fantoche Thieu clame que la victoire naîtra de l'extermination des « communistes ». Il renforce autant que faire se peut son appareil policier, militaire et terroriste. Il menace la vie des 300 000 prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles saïgonnaises. Il s'arme de toute l'aide que le gouvernement US lui a fournie et continue à lui fournir. Les accords sont d'ores et déjà violés par les américano-fantoches : droits démocratiques bafoués, conseillers « civils » remplaçant les conseillers militaires... Maintenir par la terreur un pouvoir néo-colonialiste dans la région saïgonnaise et dans les principales villes du Sud Vietnam, voilà l'objectif que continue de se donner l'impérialisme américain. Pour l'immédiat.

Les combattants vietnamiens sont conscients de cette situation. « Si obtenir un accord est difficile, l'appliquer l'est encore plus » a déclaré dès le 24 janvier Mme Binh au nom du GRP. Ces accords ne sont qu'une « première victoire » a souligné Le Duc Tho. C'est la lutte politique de masse qui sera l'arme privilégiée, demain, des forces révolutionnaires.

L'arrêt de l'escalade US permettra de réorganiser politiquement, économiquement, administrativement les zones libérées et le Nord. La lutte pour la réforme agraire, la libération des prisonniers, les revendications économiques, les libertés démocratiques, le retour des réfugiés dans leurs villages, la décomposition de l'armée et de l'administration fantoches seront les thèmes de cette lutte. Parce que les masses se heurteront à un appareil de terreur sur-développé, cette lutte sera dure et peut-être longue. Ses rythmes sont encore imprévisibles. Mais de son succès dépend pour une large part l'avenir de la révolution vietnamienne et indochinoise. Elle réclame donc tout notre soutien.

Les manifestations du 20 janvier prennent dans ce contexte tout leur sens. Elles ont permis d'organiser *la défiance* à l'égard du gouvernement US : nous savons qu'il continue jusqu'au bout ses manœuvres. Elles ont consisté en un *avertissement nouveau* : leur ampleur et leur caractère radical sont, pour Nixon, sujets à réflexion. Il sait ce qu'il devra probablement affronter demain. Elles impliquent de notre part *un engagement à lutter jusqu'à la victoire finale des trois peuples d'Indochine.*

Cet engagement, nous devrons l'assumer. Plus que jamais, pour lutter contre toute démobilisation, il importe d'œuvrer dans l'unité au développement d'un mouvement de soutien permanent et actif aux trois peuples d'Indochine, plus que jamais il importe d'approfondir l'activité du Front Solidarité Indochine. Jouer un rôle moteur dans cette mobilisation, telle est la tâche des marxistes-révolutionnaires.

Pour interdire toute nouvelle manœuvre aux américano-fantoches,
pour la libération des prisonniers politiques au Sud Vietnam,
en soutien à la lutte des trois peuples d'Indochine,
pour un Vietnam uni et socialiste,
pour la victoire de la révolution socialiste indochinoise,
PAS DE TREVE DANS LE SOUTIEN !

Pierre ROUSSET

Nous publierons la semaine prochaine un dossier sur le contenu et les conséquences des actuels accords sur le Vietnam.
Pour l'analyse générale, il est possible de se reporter aussi aux « Rouge » No 163, 177, 178, 179 et 186.

le 20 janvier

les mensonges de la presse

Comme il fallait s'y attendre, la presse a rempli la mission qui lui était dévolue : présenter les manifestants anti-impérialistes comme des excités qui ne rêvent que plaies et bosses. Pour le « Figaro », « les manifestations étaient organisées par des groupes gauchistes pour lesquels le désordre prime tout sentiment. La volonté d'exploiter sur un plan intérieur le désir de paix de l'opinion apparaît particulièrement condamnable ». « Combat », toujours à la pointe de l'information, n'a pas vu de cortèges organisés. Les photos que nous publions compléteront son information. Pour « l'Aurore », « les manifestants gauchistes ont utilisé la foule des promeneurs de la capitale pour échapper aux charges policières ». On savait déjà qu'avec « l'Aurore » la dégueulasserie n'a pas de limites. Confirmé.

On chercherait en vain dans « l'Humanité » le compte-rendu des manifestations à la page Vietnam où sont relatées toutes les mobilisations en Europe et dans le monde. « Violents incidents » titre l'« Humanité » à la page suivante. Et de déplorer la provocation en cette période électorale : « on voit très bien quel parti le pouvoir peut tirer d'incidents de ce genre à six semaines des élections. Chercher à utiliser le désordre à son profit, la tactique n'est pas nouvelle ». Pas nouvelle non plus cette argumentation qui tourne au refrain.

A ceux qui crient à la provocation, en escamotant le caractère massif des manifestations, nous répondons : le gouvernement français est le seul qui avait interdit de manifester le 20 janvier. Il est le seul à avoir mis un quartier en état de siège policier. Le désordre, c'est lui. La provocation, c'est lui. Rien ne saura empêcher, dans le monde entier, ceux qui veulent arrêter la main criminelle de Nixon de manifester leur résolution. Il fallait être dans la rue le jour où Nixon recevait carte blanche pour 4 ans. Il fallait être dans la rue pour démontrer que la fameuse neutralité française, ce sont des brigades spéciales, des gardes mobiles, des CRS, des half tracks et des grenades.

Le 20 janvier, le mouvement anti-guerre international, français en particulier, a franchi un certain pas. Il a démontré ce que signifiait pour lui l'appel à la vigilance lancé par les combattants indochinois.

en france

●Le Havre
250 militants anti-impérialistes ont manifesté à l'appel du FSI, de la Ligue, des CIC et de l'Ecole Emancipée.

●Brest
Une centaine de militants du FSI, de la Ligue, du PS, et des anarchistes locaux, ont manifesté dans les rues principales de la ville.

●Rouen
Après le succès de la manifestation du 11 (1 500 participants), un millier de militants anti-impérialistes sont de nouveau descendu dans la rue. Des affrontements ont eu lieu avec la police, qui ont fait trois blessés. Le PSU a créé la confusion au moment des heurts en cherchant à s'interposer.

●Nice : Malgré une mobilisation policière sans précédent, 300 personnes ont répondu à l'appel de PSU, CDP, Ligue, FSI, Témoignage Chrétien, CIC. Le rassemblement a lieu devant l'Eglise Notre-Dame. La police charge immédiatement, la manifestation continue quand même pendant 1/2 heure. Nouvelle charge très violente. Trente interpellations, cinq manifestants gardés à vue (2 PSU, 1 Ligue).

●Nantes : 700 manifestants.

●Besançon : A l'appel du FSI, PSU, Révolution !, Ligue, 150 manifestants dans le centre ville.

●Epinal : Distribution spectaculaire de tracts, organisée par PSU, CDP, FSI, Comité Rouge.

●Angers : Manifestation dynamique de 150 personnes organisée par FSI, LC, PSU, Drapeau Rouge, LO.

●Strasbourg : Une centaine de militants FSI ont occupé pendant plusieurs heures la principale place de la ville avec banderoles et panneaux. En même temps, des militants surgissent aux balcons d'un hôtel très connu, la « Maison Rouge », qui était le siège de la Kommandantur pendant la guerre. « Nixon-nazi » est peint sur les vitres. Deux banderoles, dont une de 15 mètres, sont lancées, le drapeau du FNL est hissé sur la plus haute hampe. Prises de parole et mots d'ordre se succèdent pendant qu'une collecte est organisée. Le consulat des USA a été occupé.

●Toulouse : 1 500 manifestants, à l'appel du FSI et de l'ensemble des organisations d'extrême-gauche. Bombage des entreprises américaines dont Honeywell. La rue Kennedy rebaptisée rue du Vietnam héroïque.

Des apparitions publiques ont également eu lieu à Dieppe, la Roche sur Yon, Montpellier, Poitiers.

●Marseille
2000 manifestants déterminés déferlent en masse sur la Canebière.
Au bout de 5 minutes, ils se heurtent à un barrage de CRS qui, immédiatement, tirent des grenades au tir tendu sur les premiers rangs où plusieurs camarades sont blessés.
Après la dispersion, la consigne est donnée de se retrouver le soir. Plus de 1200 personnes répondent à l'appel du FSI, de la Ligue Communiste et de Révolution !, et ce sont deux « manifestations surprise » qui se dirigent vers le consulat US. L'une l'atteindra non sans se heurter aux flics de Pompidou, fidèles chiens de garde de Nixon. 5 personnes sont inculpées de coups et blessures à agent et de participation à une manifestation interdite. L'un est inculpé de recel d'explosifs. 4 sont en prison, l'autre en liberté provisoire. D'ores et déjà une importante campagne de dénonciation de la complicité de Pompidou avec l'impérialisme US est organisée.

dans le monde

Zurich : 5 000 manifestants ont défilé pour soutenir « jusqu'à la victoire finale » la lutte des peuples d'Indochine.
Genève : Le 13 janvier à l'appel du Parti Socialiste, du Parti du Travail (stalinien), de la Ligue Marxiste Révolutionnaire et des Comités Indochine Vaincra. Les mots d'ordre unitaires correspondaient à ceux de la LMR : « Vive le Front Révolutionnaire Indochinois », « Soutien total jusqu'à la victoire finale ! ».
Le 18 janvier, David Rockefeller venait inaugurer la « Chase Manhattan Bank ». Il a été accueilli par la LMR qui a déversé devant l'entrée de la banque vingt litres de sang, pour protester contre les crimes de l'impérialisme US dans le monde.
A Genève, comme à Zurich, pour la première fois en Suisse, les partis réformistes ont été obligés de manifester aux côtés des révolutionnaires.

15 000 manifestants ont marché sur l'ambassade à **Londres**, dix mille à **Helsinki**, dix mille à **Dortmund**. Des manifestations ont eu lieu à **Copenhague, Stockholm, La Haye, Innsbrück, Turin, Venise, Barcelone, Berlin-Ouest, Toronto, Tokyo,** et naturellement **Washington.**

Nancy
A l'appel du FSI, de la CdP, du CLAM, de la Ligue, du PSU, une semaine se soutien aux peuples d'Indochine a précédé la manifestation de 400 personnes. Après un parcours d'une demi-heure, la manifestation se heurte à un peloton de CRS. Après une première dissolution, la manifestation se reforma et fut violemment chargée.

Reims
Une manifestation de 150 personnes a eu lieu à l'appel du FSI, du PSU et de la Ligue.

Grenoble
A l'appel du FSI, de la Ligue Communiste, de la CDP, du GRS (Antilles), et de FR, 1000 personnes ont participé à une manifestation dynamique au cours de laquelle plusieurs prises de parole ont eu lieu.

Orléans
250 militants à l'appel du FSI. A l'heure de la manifestation, le candidat du PSU déclarait à un débat sur Péguy et le socialisme : « une vertu de Péguy, c'est la fidélité. Il nous a donné à nous chrétiens, l'image de l'espérance » (La République du Centre, 22.1.73).

Barrage policier en arrivant à la Madeleine. La manifestation charge. Les brigades spéciales refluent.

activités du f.s.i

le 20 janvier à Paris

15 000 manifestants face à la police

L'engagement pris le 5 janvier a été tenu : nous étions plusieurs milliers à manifester le 20 janvier dans le quartier de l'ambassade américaine à Paris.
Rarement mobilisation a connu une telle ampleur : des centaines de milliers de tracts distribués, des dizaines de milliers d'affiches collées, l'appel des 400 personnalités tiré à 300 000 exemplaires. Sur la région parisienne, plusieurs dizaines de comités de préparation avaient été mis sur pied : dans les facultés, les lycées, mais aussi sur des quartiers et certaines entreprises. La manifestation du 20 s'annonçait, bien avant l'échéance, comme une des plus importantes et des plus radicales jamais réalisées en France. Préparée pendant plus de quinze jours, conçue comme démonstration de défiance à l'égard du boucher Nixon, appelée devant la plus haute représentation officielle US en France, se déroulant dans un cadre de mobilisation internationale, elle devait marquer le deuxième souffle du mouvement anti-guerre français.
Lorsque le 18 a été connue l'interdiction par la préfecture, toutes les organisations appelantes se sont donné les moyens de manifester quand même. Elles refusèrent le parcours « obligeamment » concédé par la préfecture : République-Nation ! Dans la nuit du 19 au 20, lorsqu'a été prise la décision finale de tenir la manifestation, il fut convenu de réunir trois cortèges de façon clandestine : le premier, structuré par la Ligue et le FSI devait se regrouper à Bonne Nouvelle ; le second, encadré par Révolution !, Ligne Rouge et le MNSPI, rue d'Amsterdam, à la hauteur de la rue de Liège ; le troisième, organisé par la Cause du Peuple et l'AMR, à l'angle de la rue de Maubeuge et de la rue de la Tour d'Auvergne. Grâce à l'organisation préalable en comités de préparation, il devait être possible d'acheminer à la proche périphérie du quartier de l'ambassade des milliers de manifestants. Il ne fut pas possible, à cause d'un blocage total de la presse dans les derniers jours, d'avertir tous les gens sensibilisés par les tracts et les affiches de ne pas se rendre directement place de la Concorde, quadrillée par les flics.
C'est à 14 h 30, le 20, qu'a été prise l'ultime décision : le cortège du FSI et de la Ligue partirait bien de Bonne Nouvelle, et non sur le trajet de rechange prévu en cas de bouclage total des grands boulevards.

Une manifestation résolue

A 16 h 40, le boulevard Bonne Nouvelle semble calme. A 16 h 45, il est noir de monde : acheminés à pied, arrivant de toutes les rues adjacentes, 5 000 manifestants sont au rendez-vous, scandant à pleines voix « Nixon doit céder », « USA-SS », « Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine vaincra ». 150 personnalités, qui avaient rendez-vous rue de Paradis, les rejoignent. Le cortège se met en place, protégé devant, derrière et sur les côtés. A 16 h 50, il s'ébranle. Au bout de quelques minutes, il s'est encore renforcé de 3 000 personnes, qui attendaient son passage sur les troittoirs. Lorsque la tête arrive à la hauteur de Richelieu Drouot, la queue se trouve encore à la hauteur du cinéma Le Rex. Voyant arriver cette foule immense et dynamique, les gardes mobiles stationnés à Richelieu Drouot hésitent, et finalement se replient dans leurs cars. La tête bifurque boulevard des Italiens pour se diriger vers l'Opéra, pendant que cinquante manifestants se détachent du cortège pour ôter aux gardes mobiles l'envie de couper la manifestation sur ses flancs.
Le cortège dépasse l'Opéra, approche de la Madeleine. Les cris s'amplifient, la résolution des manifestants se fait plus grande.

L'affrontement

A l'arrivée sur la place, un barrage de flics stationne : en première ligne, les brigades spéciales de la préfecture en survêtement ; derrière eux, des gardes mobiles.
Le cortège s'arrête un temps. Brusquement le premier jet de grenades au chlore est lancé. Au même moment, une colonne de flics s'avance vers la queue de la manifestation, à la hauteur de l'Opéra. Plus d'autre solution : les premières lignes de la manifestation s'ébranlent, chargent, et c'est le corps à corps avec les brigades spéciales. Il s'avère très vite que la force de celles-ci reposait plus sur une large mystification que sur une réelle efficacité. Au point que la barrage de flics doit très vite céder du terrain et reculer. Ce qui permet au cortège de se regrouper et de se ressaisir. L'ordre de dispersion est donné. La pluplart des manifestant se replient par la rue Caumartin. Les brigades spéciales décident de les poursuivre, mais doivent vite s'affronter à une ligne de militants qui bloquent la rue Caumartin et protégent la dispersion. L'opération ratonnade de ces messieurs a lamentablement échoué. A 17 h 30, les derniers manifestants rentrent dans le métro Auber, non sans avoir laissé des traces de leur passage sur les vitres de l'American Express, situé à proximité. Ainsi, 10 000 personnes environ auront manifesté pendant près de 3/4 h de Bonne Nouvelle à la Madeleine. Malgré l'interdiction de la préfecture, elles auront pu se rassembler sans encombre, et ne pas se laisser intimider par les cordons de flics, à moins de trois cent mètres de l'ambassade.
Au même moment, d'autres cortèges se tenaient : les manifestants partis de la rue d'Amsterdam se repliaient place de la Trinité, après un premier affrontement rue Scribe. Rejoints par le cortège de la rue de Chateaudun, ils se dirigeaient vers la gare St Lazare. Là se retrouvaient environ 3000 personnes qui durent essuyer un tir nourri de grenades. Après quelques affrontements l'ordre de dispersion était donné. Ce n'est que 45 mn. plus tard que les affrontement reprendront à cet endroit, dûs à la conjonction de deux facteurs : la panique de certains manifestants, en raison de l'extrême brutalité des flics, et la présence indiscutable de provocateurs soucieux de dénaturer le sens des manifestations.
Il faut enfin noter le rassemblement de 2 000 manifestants place de la Concorde même : bien que complétement coupés des autres cortèges, ils ont fait preuve d'une détermination et d'un courage exemplaires, n'hésitant pas malgré les arrestations à la pelle à scander les mots d'ordre contre Nixon, à harceler les forces de police.

photo Simonet

Le meeting du 18 janvier organisé par le FSI à la Mutualité contre la diplomatie de la terreur US rend présente la montée internationale du mouvement de solidarité autour des porte-paroles des révolutionnaires indochinois qui appellent à lutter jusqu'à la victoire. Avec Laurent Schwartz, le docteur Yvonne Capdeville, de retour de Hanoï, Pham Thi Minh (GRP), Nguyen Khaï (1er secrétaire d'ambassade de la RDV), Sithamma (Etudiants Laos), le FUNK avait tenu à envoyer un message écrit, Maria Jolas (militante du mouvement anti-guerre aux USA), Ken Mac Leod (mouvement militaire anti-guerre américain), le docteur Massimo Pinchera (Comité Vietnam de Milan) et le professeur Marcel-Francis Kahn, Loleh Bellon lut des textes extraits des Dossiers du Pentagone, Marc Riboud exposait dans le hall.

photo Simonet

Le cortège du FSI et de la Ligue sur les grands boulevards marchant sur l'ambassade .

l'extrême-gauche et la journée du 20 janvier, à paris

La journée du 20 janvier a marqué, pour des milliers d'anti-impérialistes, le renouveau de la solidarité avec les combattants indochinois. *Elle a également marqué la volonté, à la veille des élections, de ne pas laisser le pouvoir interdire toute manifestation politique qui sortirait du terrain parlementaire.* En ce sens, la journée du 20 est une victoire de l'extrême-gauche révolutionnaire face à l'abstentionnisme réformiste (qui s'est contenté d'envoyer un télégramme de protestation à Nixon), et contre la complicité bourgeoise (qui envoie ses flics). Mais parler d'extrême-gauche ne suffit pas : il est important de préciser les positions qu'ont eues différentes organisations au cours de la préparation de la mobilisation. Non par volonté d'étaler, une fois de plus, des divergences, mais parce qu'à travers elles apparaissent des clivages lourds de conséquences pour l'avenir.

La manifestation du 20 janvier à l'ambassade US a été décidée le 5 janvier. Aussitôt le FSI décidait de sortir plusieurs milliers d'affiches autonomes (« Oradour, Guernica, Hanoi 72 ») et la Ligue d'axer l'essentiel de son activité sur la préparation de cette journée. Une première réunion unitaire décida de sortir 500 000 tracts, 20 000 affiches et de faire de la journée du 11 une journée nationale de mobilisation. Les divergences apparurent dès ce moment. Les camarades de *Lutte Ouvrière* étaient d'accord pour manifester le jour de l'investiture de Nixon, mais contre un appel à l'ambassade US, jugé « aventuriste ». En conséquence, LO ne participa pas à la mobilisation préparatoire, pas plus qu'aux manifestations de Paris.

Le *PSU* eut une attitude des plus troubles pendant toute cette période : dans un premier temps, un représentant (?) de la Fédération de Paris faisait de grandes déclarations en réunion unitaire pour expliquer que l'ambassade US était le seul objectif valable pour le 20 janvier. Dans un second temps, d'autres membres de la Fédération de Paris commencèrent à expliquer que l'objectif choisi risquait de donner à la manifestation une tournure trop « dure » dans la période actuelle. Dans un troisième temps, enfin, une fois l'interdiction connue, le PSU décida un retrait pur et simple, estimant que nous allions vers un affrontement contradictoire avec une mobilisation de masse. Plus grave, le PSU envoya le 19 au soir un communiqué de presse annulant le mot d'ordre de manifestation au nom de toutes les organisations appelant. Vérification faite, l'AFP ne le passa pas. Le 20, enfin, le PSU était finalement dans la rue... à 300, de Belleville à la place de la République.

Passe encore que le PSU s'abstienne de manifester. Mais qu'il tente de saboter une mobilisation qui lui échappait nous semble des plus graves. C'est le Bureau National et Rocard personnellement qui ont fait pression pour le retrait du PSU. Le choix semble maintenant fait entre les mobilisations de masse de l'extrême-gauche et un ou deux sièges au parlement (dans les Yvelines par exemple).

La Cause du Peuple a donné la plus vivante illustration de ce que pouvait donner l'opportunisme de gauche : jusqu'au 18, les militants de la CDP affichaient dans toutes les facultés les plans du quartier et de l'ambassade, expliquant que celle-ci devait être « prise ». Le 19 alors que les rumeurs de signature du cessez-le-feu se précisaient, virage à 180 degrés. On apprend que la CDP se retire de l'appel et que Jean-Paul Sartre se prépare à envoyer un texte à l'AFP expliquant pourquoi il ne se rendrait pas à la manifestation. Finallement dans la nuit du 19 au 20, la CDP revient sur sa décision. Elle manifestera le lendemain. Mais elle veut donner aux différents cortèges un visage « démocratique », avec personnalités, femmes et enfants en tête. Jugée impraticable, cette formule ne sera pas retenue. Et c'est dans le désarroi le plus total, dans un état de totale désorganisation que les militants de la CDP se retrouveront à St Lazare.

Ainsi, la manifestation du 20 a reposé sur trois forces essentiellement : le FSI, la Ligue et Révolution ! (avec qui l'entente restera complète jusqu'à la décision finale).

La situation n'était certes pas simple dans les jours qui ont précédé la mobilisation. Tout le monde était conscient que l'interdiction de la manif par la préfecture de police et l'évolution des pourparlers de paix créaient une situation où toute bavure pouvait être exploitée. Mais grave est l'abstentionnisme de Lutte Ouvrière, absente une fois de plus d'une mobilisation anti-impérialiste de masse. Irresponsable est l'attitude du PSU, prêt à tout, semble-t-il, pour sauver son image de marque électorale. Inquiétants enfin les différents tournants de la CDP qui ont eu pour conséquence pratique de mettre dans la rue des militants qui n'étaient soumis à aucune discipline.

Nous ne prétendons pas donner de leçons. Mais le soutien à la révolution vietnamienne implique certains choix et responsabilités. C'est à l'extrême-gauche de les faire et de les prendre. Il semble que certains ne l'aient pas encore compris.

P.S. : Au jour et à l'heure de la manifestation, deux cent militants de l'AJS manifestaient dans Paris... à la gare du Nord pour appeler à voter Speller.

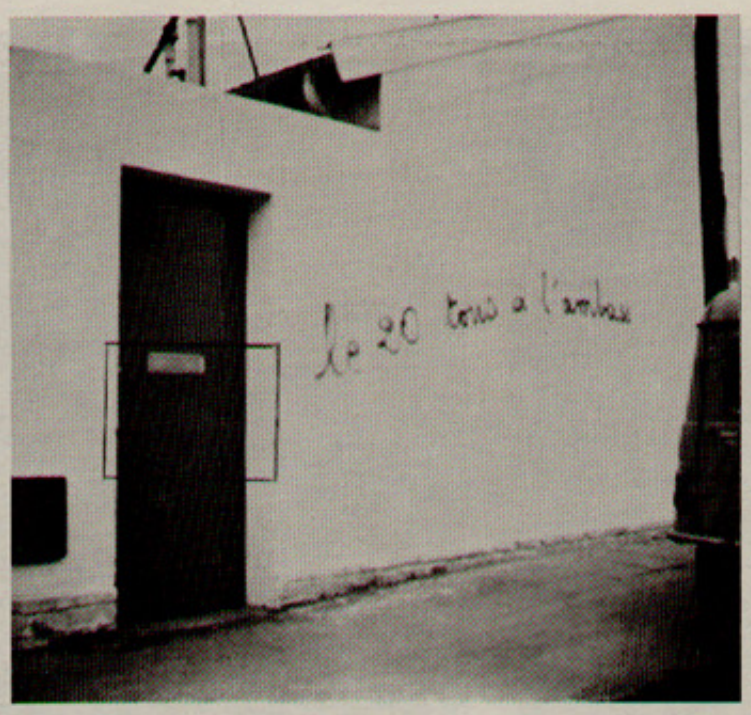
La protection de la manifestation.

photo Simonet

La contre-attaque. Le SO encerclé reste en place pour protéger la manifestation.

photo Simonet

"ça promet pour la campagne électorale ..."



Sur la photo : la trace des impacts. Et voici une déclaration faite le 23 janvier par la direction départementale de la Sûreté Publique : « il est indubitable que M. Aubin a tiré en l'air et il ne semble pas qu'il y ait eu intention de blesser. Cela se situe au niveau de la contravention ».

La campagne électorale n'a pas démarré seulement à la télé. Dans les rues, les entreprises, les lycées, sur les marchés, les militants révolutionnaires et ouvriers se heurtent de plus en plus aux corps francs de l'Etat pompidolien, Ordre Nouveau à Créteil, UDR dans le XIVème et le XIXème arrondissements. Le plus grave : à Romainville, un petit chef de Roussel-Uclaf se sent la gâchette facile et tire sur des militants. Dans tous les cas, l'attitude de la police se situe entre le laisser-faire et la complicité. Une attitude d'ailleurs critiquée par les policiers eux-mêmes lors du congrès des commissaires, le week-end dernier. Ces dernières semaines, trois procès se sont terminés. Un bilan éclairant : l'assassin Tramoni : 4 ans de prison. Affaire Thévenin : non lieu pour les flics de Chambéry. Dernièrement : affaire Casanova : non lieu pour un officier de la Sûreté Nationale porteur d'une fausse carte de presse. Les militants ouvriers ne sont pas du même camp que la police et la justice. Au cours de la campagne électorale, l'autodéfense des locaux, des ventes et des collages sera une tâche à exécuter avec le maximum de précision et de fermeté.

ROMAINVILLE
UN EMULE DE TRAMONI

Après la fusillade de Puteaux (un mort, mars 71), le meurtre de Pierre Overney (mars 72), l'assassinat du militant communiste Labroche (avril 72), la mise à sac d'un café algérien par des policiers de Noisy-le-Sec (mai 72), la dernière fusillade de Romainville donne le ton pour la campagne électorale.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, vers minuit, une dizaine de militants du Front Solidarité Indochine et de la Ligue Communiste inscrivent sur les murs de l'entreprise Roussel-Uclaf et Becquaert des slogans anti-impérialistes et un appel à la manifestation du 20 janvier devant l'ambassade américaine. Devant le 83, route de Noisy, à Romainville, les militants sont soudain pris sous le feu d'un tireur, M. Aubin, chef de l'équipe entretien de l'entreprise Becquaert. Et ceci sans aucune sommation. Une quinzaine de coups sont tirés dans leur direction. Quelques instants plus tard, le tireur qui était à la fenêtre du premier étage, descend et prend position sur le trottoir avec sa carabine et tire encore quelques coups de feu. Presqu'aussitôt, il est rejoint par une voiture de police banalisée, Simca 1300, jaune orange, immatriculée 75, et une R16 blanche, vraisemblablement garnie de membres de SAC ou de CDR.

3 heures du matin : quelques militants désireux de récupérer leur voiture restée devant le pavillon de M. Aubin, s'aperçoivent que leur voiture a les pneus à plat. A nouveau, les volets s'ouvrent ; la carabine est pointée *très précisément en direction de l'un d'eux* à une quinzaine de mètres. Le militant bat évidemment en retraite.

C'est alors que surgit comme par hasard la voiture de police avec ses occupants, un agent en uniforme et trois civils : la même qui auparavant était aux côtés du tireur. *Que de coïncidences !* Mais la collusion entre la police et le tireur devient encore plus évidente, quand celui-ci sort de son pavillon et vient rejoindre *tranquillement* les « gardiens de la paix ». Les militants interpellés et menacés d'arrestation expliquent ce qui s'est passé et contre-attaquent en demandant à porter plainte contre Aubin. Pour la police l'affaire commence à sentir le roussi. Aussi sans explication, après avoir déjà embarqué l'un d'eux, elle donne l'ordre aux militants de disparaître en refusant de prendre en considération leur plainte et en affirmant « Ça promet pour la campagne électorale » !

Le lendemain, les militants revenus sur les lieux découvrent 7 douilles de 5,5 mm longue-portée, et 2 impacts à hauteur d'homme sur le mur où les militants inscrivaient l'appel à la manifestation. Ces faits ont été constatés par huissier. Une plainte a été déposée et une confrontation a eu lieu au commissariat entre les militants et le tireur qui a reconnu avoir tiré une dizaine de balles avec « seulement l'intention de faire peur » !

La police ferme les yeux

Il est grave qu'un homme puisse utiliser une telle arme avec autant de facilité. Et ce qui est encore plus grave, c'est que les « gardiens de la paix », pendant les deux heures et demie qu'ils ont passées avec Aubin en patrouille dans les environs ne l'aient à aucun moment inquiété. Ce qui est grave, c'est qu'au moment où militants et tireur étaient présents devant les policiers dans la rue, ceux-ci ont eu pour seuls réflexes d'interroger les militants sans poser une seule question au tireur et de le laisser tranquillement repartir chez lui sans saisir sa carabine. Et lorsque les militants feront leur déposition au commissariat, les inspecteurs qui les interrogent tenteront sournoisement de les dissuader de mentionner dans leur déposition l'attitude bienveillante et passive des policiers à l'égard d'Aubin.

Plus que jamais, autodéfense ouvrière !

Ces derniers temps les milices patronales ont la main lourde. Les travailleurs de Roussel-Uclaf ont encore en mémoire l'enlèvement du jeune ouvrier *Chatoux* en novembre 1971 à la sortie de son domicile par un commando qui le garda toute une journée. Ils se lent aussi des provocations journalières des garde-chiourmes de la boîte (filatures, photos de militants) qui avaient pour objectif de terroriser les travailleurs pour leur enlever toute idée de riposte aux 1 000 licenciements que Roussel venait de décider.

Plus récemment le procès Tramoni remettait à l'ordre du jour le problème des gardes armés, anciens militaires nostalgiques du « bon temps » de l'Indo et de l'Algérie. La bourgeoisie lors de ce procès a essagé de présenter cet incident comme une bavure, un fait isolé. Mais les travailleurs de Renault, Citroën, Simca, savent que les milices patronales existent et qu'elles se cachent sous différentes casquettes dont la plus connue est celle de la CFT, syndicat jaune, syndicat du patron. Il n'y a pas si longtemps la collaboration de la police avec ce syndicat fasciste a été mise en évidence par un article de l'Humanité, lors de la campagne « CFT, Septembre 71 ». La peinture était transportée par des cars de police. Cette affirmation n'a jamais été démentie.

Les bandes armées au service du capital sont de plus en plus hardies. Plus que jamais il faut nous organiser pour parer au danger fasciste.

Contre les milices patronales, organisons l'autodéfense ouvrière !

Halte à la collusion police-bandes armées !

Exigeons l'inculpation du tireur !

paris 14ème : l'UDR attaque le PCF

Comme à chaque campagne électorale, les mercenaires du pouvoir commencent à faire parler d'eux.

Le 19, une vingtaine de colleurs d'affiches UDR attaquent sauvagement des militants de la CGT sortant d'une réunion de leur section syndicale du XIXème arrondissement.

Dimanche matin, attaque sur les marchés du XIVème, Alésia et Daguerre. Un vendeur de l'« Huma-Dimanche » blessé. Certains des nervis portaient des treillis et des brassards tricolores.

Dimanche soir, provocation au siège du PC du XIVème. 30 000 journaux d'arrondissement brûlés.

Devant ces provocations, nous reposons au PC la question : que comptez-vous faire pour protéger vos militants ? Ne pensez-vous pas qu'un front des organisations ouvrières s'impose, comme premier pas vers l'autodéfense ouvrière ?

N.B. : Les voitures utilisées par les nervis portaient les numéros suivants : 3950 CL 92 (forte cylindrée, blanche) ; Austin rouge : 234 JY 10 ; une Simca noire : 5037 AK 92 ; une Méhari rouge : 8941 YQ 75.

Ordre Nouveau arrive trop tard

Après Nice, Créteil. Nice, ville de Jacques Médecin, le maire-sympathisant CFT, où les fascistes d'Ordre Nouveau jouissent d'une troublante impunité. Créteil, cité de Pierre Billotte (UDR) où les vendeurs de *Rouge* sont expulsés du marché, le dimanche, par l'action conjointe des flics et des fascistes.

Dimanche 21, Ordre Nouveau s'amène à 10h 45 et recule devant les rangs des militants de la Ligue, du PSU et de l'ORA. 11 h, 5 cars de flics dispersent nos camarades, en embarquant trois (qui risquent une inculpation pour « port d'armes en vue d'utilisation »). 11h 45 : Ordre Nouveau revient parader, les flics ont disparu.

La même scène s'était déroulée deux semaines plus tôt. Et il y a six mois, parce qu'il s'était fait vider de la faculté de droit de St Maur, Ordre Nouveau avait dénoncé deux camarades, N. Dauce et J. Maudy. Simplement parce que ceux-ci sont des militants révolutionnaires connus dans la région. Ils sont l'objet de poursuites judiciaires et risquent d'être condamnés sans preuve.

Les activités fascistes sont, elles, impunies :

– attaque du lycée de Limeil-Brévannes le mois dernier,

– local de l'UEC à la faculté de droit dévasté,

– agression de militants révolutionnaires et CFDT isolés dans St Maur,

– tentative d'incendie de l'appartement de N. Dauce en juin dernier.

Les ventes d'O.N. à La Varenne, des CDR à Créteil, ne sont jamais, est-il besoin de le préciser, inquiétées par la police.

Les responsables fascistes sont pourtant connus : Blais, Robine, Roulland, Le Bras, qui patrouillent dans St Maur en traction avant rouge (Gestapo pas morte ?) immatriculée dans l'Orne. Cela veut dire qu'Ordre Nouveau est protégé par Billotte qui veut à tout prix se débarrasser de la Ligue Communiste avant la campagne électorale. Parce que la Ligue soutient les luttes ouvrières (la-Queue-en-Brie), étudiantes (CFPM, CHU) et du quartier (expulsions aux Sablières).

communiqué du GILC

Au lycée Technique Roger Verlomme (XVéme arrondissement), des agresseurs armés de couteaux à cran d'arrêt, ont menacé de mort plusieurs lycéens.

Au Lycée Paul Valéry (XXéme arrondissement), deuxième attaque en une semaine. Dans chaque cas le schéma de la provocation reste le même : coups de téléphone ou tracts annonciateurs, arrivée dans une fourgonnette et attaque rapide à coups de barre de fer. Bilan : un lycéen à l'hôpital.

Ce scénario, nous le connaissons...

Il y a deux ans : au Lycée Rodin, l'année dernière au Lycée Montaigne...

La police est absente, le fascisme est encore passé.

Lycéens, restez vigilants !!

les « valets du pouvoir » se rebiffent

« Les commissaires de police ne sont pas les valets du pouvoir ». Cette phrase a été prononcée dimanche 21 janvier au congrès des commissaires de police. Un congrès très instructif où a été dénoncée la façon abusive dont la haute administration utilise ses commissaires de police.

« Au lieu de décider sur le terrain l'usage de la force en fonction de la nature du trouble apporté à l'ordre public, comme le veut la loi, (le commissaire) n'est très souvent que l'exécutant de décisions prises à l'avance par des autorités qui n'ont pas une connaissance exacte des faits ».

Les faits sont là : depuis 68 (tiens, tiens !) les pouvoirs des commissaires en matière de maintien de l'ordre ont été réduits. L'emploi de la force se décide maintenant en haut lieu. Le mécontentement des congressistes a d'autres causes : des revendications catégorielles non satisfaites et le sentiment d'appartenir à une profession « mal aimée de l'opinion » et éclabous sée par le scandale : *« le public peut être amené à croire que les commissaires sont tous des proxénètes ».*

Ce mécontentement est tout à fait motivé, mais procède d'une certaine naïveté : dans une société en crise prolongée, où l'Etat tend à annexer dans un but répressif les services publics (l'information par exemple) ou les corps de fonctionnaires (la police, la justice), il est inéluctable que les turpitudes de cet Etat rejaillissent sur ceux qui en constituent l'armature.

Les commissaires peuvent revaloriser leur image de marque en *« informant mieux l'opinion ».* Tentative vouée à l'échec si cette même opinion continue à recevoir les coups de matraque et les grenades lacrymogènes décidés dans le bureau de Monsieur Marcellin.

Autre enseignement du congrès : en déclarant que *« le gouvernement ne peut exiger de ses fonctionnaires une action qui ne trouverait pas son fondement dans le respect de la légalité »*, les commissaires ne prennent pas seulement leurs distances à l'égard du pouvoir en place. C'est aussi un avertissement à l'Union de la Gauche. Cet avertissement-là est, à notre avis, inutile, l'Union de la Gauche se prétendant de plus en plus le meilleur défenseur de la Constitution, de l'ordre et de la loi.

Trouble anecdote : pour leur seconde journée de congrès, les commissaires ont quitté la salle Bertillon (mise gracieusement à leur disposition par la préfecture) pour une salle du XIIIème arrondissement. Cette décision aurait été motivée par des travaux de « sonorisation » effectués très très récemment dans la salle Bertillon. De là à penser que quelque part quelqu'un se méfie des commissaires et entend les surveiller...

melun : le smic pour les détenus !

Les détenus travailleurs de la prison de Melun en ont assez d'être des ouvriers au rabais. Ils demandent que l'aumône grotesque qui leur est distribuée chaque mois soit remplacée par un véritable salaire. Pour obtenir cette amélioration, ils n'ont pas hésité à débrayer. Une première fois du 8 au 13 janvier, en cessant le travail à 17 heures au lieu de 17 heures 45. Puis, du 15 au 20, en arrêtant à 10 heures 45 au lieu de 11 heures 45 et à 16 heures 45 au lieu de 17 heures 45.

Ils demandent notamment :

1) le SMIC dans les ateliers de la RIEP (imprimerie, brochure, tôlerie)

2) que les apprentis des ateliers brochure et imprimerie reçoivent 1,40 F de l'heure au lieu de 70 centimes

3) qu'aucune saisie ne soit faite sur le dernier mois de salaire, pour que le détenu libéré sorte avec de quoi manger en attendant de trouver un emploi.

Actuellement, la saisie sur la paye est de 80 % (60 % de retenue pour le Trésor, 20 % pour frais de justice). L'apprenti commence à 70 centimes et l'augmentation est de 20 centimes par mois *s'il respecte les normes de fabrication.*

Dans une lettre au directeur de la prison, les détenus affirment : *« durant ces débrayages, par son ordre et sa discipline, la population pénale démontrera sa maturité et fera comprendre qu'elle est composée d'hommes sensés, raisonnables, soucieux de leur avenir et pas seulement de psychopathes, de retardés mentaux ou de « dangereux malfaiteurs » comme l'on se complait à la dépeindre ».*

Y.C.

FLICS-FAUSSAIRES : CONTINUEZ ! C'EST GRATUIT

Non lieu stupéfiant dans l'affaire Casanova. Casanova est un flic qui avait participé à une agression de commandos gaullistes contre la fac de Montpellier, en 1972. Les étudiants s'emparèrent de lui et découvrirent sous sa gabardine une série impressionnante de documents officiels (nous ne présentons que les plus instructifs) : carte d'enquêteur de l'office central de sondages et statistiques, carte Sciences Po à Aix (Casanova y est inscrit comme élève de... l'ENA), sa carte de flic et surtout une fausse carte de presse au nom de Colonna.

Pour sa défense Casanova, avec un culot assez rare (mais peut-être était-il assuré par avance de l'impunité ?) accusait les étudiants d'avoir eux-mêmes fabriqué la carte de presse. Les juges, en admettant l'innocence de Casanova, se sont donc ralliés à cette explication invraisemblable. Décidément, ce flic doit avoir de très hautes protections. Car nous ne pouvons faire aux juges l'injure de penser qu'ils sont soit idiots, soit spontanément dévoués au Ministre de l'Intérieur.

La fausse carte de presse et la vraie carte de flic.

répression

une armée de répression coloniale

Fort-de-France, Djibouti, Noumea: les mercenaires du pouvoir colonial...

INTERVIEW D'UN MILITANT DU GRS

Dans les lambeaux de l'Empire colonial français, l'ordre impérialiste ne se maintient pas à simples coups de propagande paternaliste et de mensonges. Il suffit qu'un « officier » quelconque aille traîner ses guêtres à Fort-de-France, Djibouti ou Nouméa pour que ces villes soient mises en état de siège et que la légion, les parachutistes et autres corps d'« élite » y paradent insolemment, bouclent des quartiers entiers, tirent à vue sur les « suspects »... Dans les colonies, la violence pure de l'armée demeure le recours permanent des représentants de l'« ordre » métropolitain.

*Nous avons demandé à un camarade martiniquais du GRS (*Groupe Révolution Socialiste*), qui lutte dans les Antilles « françaises », pour l'indépendance et le socialisme, de nous décrire sous ses différents aspects le rôle particulier de l'armée dans les colonies.*

Q.— Est-ce que la population antillaise perçoit vraiment l'armée française comme une armée de répression coloniale ?

R.— Tout à fait, et ceci pour une raison très simple : tous les Antillais ont en mémoire le souvenir des assassinats perpétrés par l'armée et qui ont coïncidé avec la visite de quelques ministres coloniaux, du style Messmer. Il n'est pas facile d'oublier qu'en 1967 l'armée a tiré sur la foule à *la mitrailleuse*. Il n'est pas facile d'oublier l'assassinat de sang froid de Gérard Nouvet, en mai 1971, les ratonnades de la légion, des képis rouges, des paras, l'emploi des gaz toxiques contre les manifestations, etc... Or c'est là le spectacle auquel on assiste régulièrement lorsque débarque un Messmer ou un Déniau quelconque. Sans parler des manœuvres d'intimidation préliminaires, parade de navires de guerre dans la rade de Fort-de-France, exhibitions de chars et d'armes automatiques... En 71, les « forces de l'ordre » ont même attaqué la mairie de Fort-de-France, dont le maire est Aimé Césaire, dirigeant du PPM, parti nationaliste petit bourgeois!

Outre cet aspect de violence sauvage, le plus connu, il y en a d'autres, plus insidieux. De temps à autres, à la radio, on entend de curieux « communiqués de victoire » de l'armée contre des rebelles campagnards imaginaires ; le but d'intoxication préventive est évident. Le 14 juillet, le 11 novembre, fournissent l'occasion d'exhiber un matériel de guerre flambant neuf. Toujours ce souci d'« avertir » la population que l'armée se tient sur ses gardes... Enfin, on s'efforce d'embrigader pour les tâches de répression « banales » le maximum d'Antillais. Dans ce pays rongé par le chômage, le « maintien de l'ordre » est une vocation qui offre aux jeunes la perspective d'avantages matériels considérables.

Q.— Est-ce que cela veut dire qu'un certain nombre de jeunes Antillais s'engagent dans l'armée ?

R.— Pas du tout. C'est comme gardiens de la paix et maintenant depuis peu comme CRS qu'ils peuvent trouver du boulot. La question du contingent est tout à fait différente ; le service militaire est l'occasion rêvée de mettre la jeunesse antillaise au pas. Les plus dociles, on les garde aux Antilles ou en Guyane. Les autres, on les déporte en métropole, souvent en Allemagne ou dans des régiments disciplinaires et semi-disciplinaires ; là on leur fait la vie dure. D'abord, ils souffrent évidemment beaucoup plus que les métropolitains de l'arrachement à leurs conditions d'existence habituelles, du dépaysement, du froid en hiver, des marches forcées, du régime alimentaire et aussi naturellement, du racisme de l'encadrement. Ce que je dis ici pour les Martiniquais et les Guadeloupéens vaut à fortiori pour les Réunionnais. Jamais de permissions pour aller chez eux, vexations innombrables, etc... Aussi les mouvements de révolte parmi les Antillais sont-ils fréquents, d'autant plus qu'on les laisse parfois groupés. Là aussi, la répression est sauvage. Isolés, les appelés antillais que l'on jette au trou pour un motif quelconque peuvent y moisir sans que personne ne s'en inquiète. Cela arrive très fréquemment. Moi-même, étant connu comme militant, j'ai été victime d'une provocation pendant mon service, on a essayé de me mettre sur le dos un vol d'armes en faisant tout un chantage pour que je l'endosse docilement. Mais comme je n'étais pas aussi isolé que la plupart des appelés antillais, ça n'a pas marché. En 72, un Guadeloupéen, Jacques *Tegar* a été enfermé au Fort d'Aiton. Son cas n'est pas isolé. Mais l'Autorité militaire fait le maximum pour garder le secret. Récemment aussi, un Antillais est mort d'épuisement après une marche.

Ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'en revanche, très nombreux sont les Antillais qui sont morts en Algérie pendant la guerre. Certains également ont déserté et y sont demeurés. Dernièrement enfin, nous avons appris *que des Antillais avaient été envoyés au Tchad et que deux d'entre eux y étaient morts.* C'est une information qu'il faut faire connaître.

Q.— L'armée, sur place, aux Antilles, ce ne sont pas que les troupes d'occupation spécialisées dans la répression : c'est le contingent antillais, les coopérants...

R.— Je voulais parler précisemment des coopérants : c'est l'autre aspect de l'armée de colonisation ; notre pays connaît un chômage intense. Eh bien, cela n'empêche pas que l'on fait construire des routes à bon marché par les jeunes appelés ; que dans les lycées, on place des coopérants militaires français qui sont supposés dociles puisqu'ils n'ont pas le droit de grève et peuvent être suspendus pour un oui ou pour un non. Au lycée de Fort-de-France, 50 % du personnel d'enseignement est composé d'« assistants techniques ». Naturellement, nous n'assimilons pas ces coopérants qui sont des appelés aux troupes spécialisées dans la répression. Mais la fonction qu'on leur assigne est complémentaire de celle des troupes d'occupation. Les coopérants s'en rendent bien compte d'ailleurs lorsqu'ils voient à quel rythme accéléré on construit des casernes ultra-modernes chez nous, et avec quelle lenteur on construit les lycées... Quant aux appelés antillais, on se méfie d'eux. Dès qu'apparaît quelque nervosité dans la population, on les consigne et on les désarme. De plus en plus souvent, on refuse les Antillais aux E.O.R. (Ecoles d'Offices de Réserve).

Q.— Comment concevez-vous votre rôle de militants révolutionnaires par rapport à l'armée ?

R.— J'ai dit que nous faisions la différence entre les appelés et les spécialistes de la répression. Le moment venu, il nous faudra nous tourner vers les appelés français, leur expliquer le rôle de chiens de garde du colonialisme qu'on leur fait jouer, et les appeler à la solidarité avec notre combat. Nous devrons aussi développer notre propagande révolutionnaire en direction des appelés antillais aussi bien sur place qu'en métropole. Car nous savons bien que la révolution antillaise entraînera des affrontements extrêmement violents avec les troupes d'occupation. Nous avons la volonté de rompre avec les traditions pacifistes aveugles du PCM et du PPM qui, dans le cadre d'une « autonomie » raisonnable seraient prêts à laisser l'armée sous le contrôle de la France. Chez nous, le mot d'ordre des antimilitaristes révolutionnaires « on te donne un fusil, prends-le » a un sens clair et concret. Car on ne se bat pas les mains nues contre l'armement moderne des képis rouges, des paras et de la légion.

Pour terminer, je voudrais souligner à quel point votre propagande internationaliste en direction de l'armée a une importance décisive pour nous. Lorsque se dessineront les épreuves décisives, la victoire de la révolution antillaise dépendra largement de l'attitude des troupes que le Messmer du moment voudra envoyer en renfort...

la coloniale en chiffres

Près de 45 000 militaires, soldats de métier ou appelés. C'est le total des troupes chargées de veiller au grain sur les territoires de chasse de l'impérialisme français, des colonies aux néo-colonies. Le tout coiffé par un « inspecteur des forces extérieures », général de son état, coordonnant les différentes troupes, responsable devant le chef d'Etat-major des armées. Dans sa majorité cette armada est stationnée dans les TOM et les DOM.

A *Fort-de-France, capitale de la Martinique*, 70 000 habitants, il n'y a guère que *deux lycées*, mais, par contre, *12 casernes* — pas moins ! — sont placées aux endroits stratégiques de la ville. Trois hélicoptères de la « gendarmerie d'Outre-Mer », relevant elle aussi d'un commandant spécial, survolent l'île en permanence.

En *Nouvelle Calédonie*, le dispositif militaire a été renforcé, en août dernier. A cette occasion il fut précisé que les réservistes de l'île peuvent être rappelés en cas de troubles et promis l'envoi de troupes par avions militaires C 47. Deuxième producteur mondial de nickel, la Nouvelle Calédonie est le joyau de M. Rotschild lui-même et de sa société « *Le Nickel* ». Mieux vaut prévenir que guérir !

Aux *Antilles*, le 15 octobre 1972, un représentant du Ministère des armées et un envoyé de la Mission militaire française à Washington se sont réunis pour étudier le maintien de l'ordre dans ces poudrières que sont les colonies françaises outre-atlantique.

Djibouti, que « Rouge » décrivait la semaine dernière, reçoit *le contingent le plus important des forces d'intervention françaises*, à égalité avec la base de Diego-Suarez à Madagascar — 5 000 hommes en tout, un militaire pour 25 habitants. Par ailleurs une « force mobile de protection et de défense » y a été créée associant engagés Afars et Issas à la défense de la mère-patrie tricolore.

En novembre dernier, *le budget des TOM-DOM* a été adopté par le Parlement croupion, issu de Mai 68. Premier poste en augmentation : la police et les tâches de maintien de l'ordre ! Publiquement dit à la tribune de l'Assemblée par le rapporteur UDR.

Ce ne sont pas les *commandants* qui se plaindront d'être mutés sous le soleil des colonies ; qu'on en juge : le salaire réel d'un commandant aux Antilles est le suivant : solde de base, soit 2 500 F, auquel il faut ajouter 20 % de « prime d'Outre-Mer », puis vient l'indemnité de résidence et le logement gratuit non déclaré. Total 6 100 F par mois, sans compter la voiture, le chauffeur, le ramassage scolaire, le voyage tous les deux ans en première vers la métropole, les magasins à prix réduits...

Cet énorme dispositif répressif vise à défendre les intérêts des colons et des sociétés françaises dans ces derniers lambeaux de l'empire colonial. Mais pas seulement : de l'Océan Indien à l'Atlantique, de l'Afrique aux Antilles, la France joue là son rôle de gendarme en second, et travaille pour l'ensemble des pillards impérialistes.

J.K.

souscription

encore 30 000 d'ici la fin du mois!

Dans le dernier numéro de « Rouge », nous demandions à nos lecteurs, à nos sympathisants, d'envoyer *le plus rapidement possible* leur contribution financière à la campagne des révolutionnaires.
Notre appel a été entendu. En une semaine, le total est passé de 6 740 F à 18 480 F : presque un triplement ! En plus de l'argent que nous envoient les lecteurs, de celui versé à la librairie Rouge, commence aussi à affluer celui collecté par les militants autour d'eux.
Mais nous sommes encore loin des 50 000 F fixés comme objectif pour le 31 janvier.
Lecteurs, sympathisants, militants, redoublez d'efforts ! *Cet objectif doit être atteint* (il faut en particulier payer la salle du Palais des Sports pour le meeting du 7 février).
Envoyez votre contribution à :
Ligue Communiste. Souscription Législatives
10, Impasse Guéménée, Paris IVème.
Cheques bancaires à l'ordre de Françoise Filoche.
Chèques postaux à l'ordre de Dominique Melh, CCP 24 786 41, Paris.

TOTAL PRECEDENT	6 740,00	*Avallon*	150,00
André J, Paris	50,00	*Ananyme*	20,00
Jacques B., Buc	20,00	*Gérard P., Paris*	100,00
Jacques L., Le Havre	20,00	*2 travailleurs de Dieppe*	20,00
Jean M., Lorient	100,00	*Hélène N., Nantes*	15,00
Andrée L., Dijon	200,00	*Micheline Z., Mauléon*	100,00
René R., Paris	150,00	*Didier L., Paris*	100,00
X., Nancy	500,00	*Eliane C., Cachan*	100,00
Pierre R., Paris	200,00	*Nicole C., Chaville*	100,00
A.M.T., Versailles	50,00	*Bernard L., Amiens*	50,00
Roland D., Valence	50,00	*Gilbert T., Marseille*	50,00
Thierry O., Paris	150,00	*Bernard J., Toulouse*	1 000,00
Paul M., Paris	25,00	*Olivier M., Paris*	50,00
Jean-Pierre B., Guebwiller	100,00	*Jacques L., Paris*	100,00
Francis A., Caen	50,00	*Daniel B., Paris*	50,00
A la librairie Rouge	90,00	*Raymond G., Marseille*	40,00
Dominique N., Mont-St Aignan	40,00	*Christiane F., Toulouse*	50,00
Alain M., Brest	200,00	*Jean-Paul F., Toulouse*	150,00
François M., Blois	50,00	*Jacques P., Paris*	50,00
Anonyme	500,00	*J.B., Paris*	150,00
Charles L., Amiens	10,00	*V., Paris*	200,00
Mme J.B., Nice	100,00	*Collecté par les sections 9, 11 et 17*	
Mlle Claude L., Brignoles	100,00	*de Paris-LC*	6 290,00
Dominique G., Paris	50,00	*TOTAL*	18 480,00

Ces cartes postales dessinées par Gébé, Reiser et Wolinski sont vendues 2 fr.

en avant camarades, le vieux monde est derrière nous!

MEETING 7

avec: A. Krivine, C. Michaloux, H. Weber, D. Bensaïd

FÉVRIER - 20h

PALAIS des SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

premiers meetings en province

1er février, à Tournai avec A. Krivine.
2 février, à Genève avec A. Krivine.
2 février, à Auxerre avec M. Recanati.
9 février, à Nantes avec A. Krivine.
13 février, à Clermont avec A. Krivine.
14 février, à Montluçon avec H. Weber.
16 février, à Lille avec A. Krivine.
20 février, à Ajaccio avec A. Krivine.
21 février, à Poitiers avec D. Bensaïd.
21 février, à Caen avec G. Filoche.
22 février, à Rouen avec A. Krivine.

nice : ville de congrès ville d'ordre

Le 26 janvier 1973 à 8h 30, devant la 4ème Chambre Correctionnelle de Nice, deux affaires pour refus de dispersion après les sommations des flics :
– lors d'une manifestation anti-fasciste, le 26 novembre 1972 : 3 camarades inculpés, Pierre Broin, Annie Laurent, Philippe Tordjman (voir Rouge No 188).
– lors de la manifestation de soutien aux peuples d'Indochine, le 20 janvier 1973 : 5 camarades inculpés dont Yvan Craipeau (DPN du PSU) et Pierre Bernard (candidat PSU dans la 5ème circonscription), voir article dans nos colonnes.
Cette répression tous azimuths est bien caractéristique du « climat » que fait régner dans la ville le maire de Nice, Jacques Médecin (J.M.).
Jacques Médecin finance l'extrême-droite par le CLAN. La presse démocratique le dénonce. Aucun démenti.
Il ouvre son journal (Action Municipale) à Ordre Nouveau, lui offre des salles municipales, fait protéger ses initiatives.
Malgré les plaintes, les témoignages, les amis nazis du maire de Nice ne sont jamais inquiétés par la police ou la justice. Mieux, les fascistes fracturent la porte de l'appartement de la famille de Philippe Tordjman, sa famille porte plainte... et c'est notre camarade qui passe en procès le 26 !
Jacques Médecin reçoit les congrès de la CFT, bande patronale qui fait régner la terreur aux usines Simca et Citroën, et la félicite pour son action « indépendante et apolitique » bien sûr !
Enfin, il prend la parole le jour de l'« Independance Day » en juillet 1972 à une réception à Nice : « partout dans le monde où les USA sont intervenus ou interviennent, c'est pour défendre le monde libre et la démocratie » !
Le 26 janvier, ce ne sont pas nos camarades qui seront les accusés, mais bien ceux qui protègent et favorisent les exactions de l'extrême-droite contre le mouvement ouvrier. Ce seront ceux qui versant des larmes de crocodiles sur la « recherche de la paix », soutiennent par leur silence ou par leurs actes le plus grand criminel de guerre de tous les temps et le génocide de tout un peuple !
Ce n'est pas nous non plus qui utiliserons le mensonge : deux camarades ont été interpellés avant la manifestation et sont pourtant inculpés de refus de disperser après les sommations. Le rapport de police a disparu !
La bourgeoisie sans doute nous infligera des peines de prison et de lourdes amendes. Elle frappe à la caisse sachant bien que nous, révolutionnaires, n'avons pas les milliards qu'elle pille aux travailleurs pour orchestrer ses campagnes de mensonges.
Nous en appelons à la solidarité, y compris financière, des travailleurs.
Mais, en fait, la note est lourde pour la bourgeoisie, ses bandes armées, ses complicités criminelles. Les travailleurs la lui feront payer... intégralement.

Philipe Tordjman

meeting débat à Villetaneuse

Plus de 250 étudiants ont participé durant 2h 30 à un meeting-débat à la faculté de Villetaneuse. Après les interventions d'Alain Krivine et de Roland Vacher (licencié de l'Alsthom après fermeture de la Delle, candidat Ligue dans la 1ère circonscription de la Seine-St Denis, à St Ouen), un long débat a suivi où fut traité le problème du programme commun et de la violence révolutionnaire, la question des consignes de vote au second tour et bien d'autres points. Meeting très réussi ouvrant la période des législatives sur la fac où des réunions débats seront organisées traitant de problèmes divers (armée, école, famille, sexualité, etc...).

libérez Philippe Martellet

Non content d'avoir interdit les manifestations du 20 janvier, le pouvoir cherche maintenant à frapper. Quand la police ne suffit pas, on sort la justice : dimanche la radio annonçait l'ouverture d'une commission rogatoire contre les organisations ; cinq personnes sont inculpées à Marseille ; des manifestants passent en procès le 26 janvier à Nice.
A Paris, notre camarade Philippe Martellet, militant de l'Ecole Emancipée, est inculpé de coups et blessures à agents et de port d'armes. Le chef d'accusation repose sur le témoignage de policiers, qui l'ont arrêté boulevard de la Madeleine.
Martellet est passé en flagrant délit le 23 janvier devant la XXIIIème chambre correctionnelle. Il a demandé un délai pour préparer sa défense et refusé de répondre à toute question en dehors de la présence de son avocat, Maître Y. Jouffa.
D'ores et déjà la riposte s'organise : dans son lycée (CES de Neuilly sur Marne) et les lycées où il enseignait auparavant, des signatures et des témoignages sont recueillis. Des personnalités organisatrices de la manifestation du 20 iront témoigner à son procès (le lundi 29 janvier, à 9 h du matin).
Contre le témoignage des policiers, nous opposerons le témoignage de ceux qui, le 20 janvier, ont voulu manifester contre l'investiture de Nixon, et ont vu que le responsable des violences et du désordre c'est le pouvoir.
Solidaires de Martellet !
Libérez Martellet !

quand mitterrand et marchais seront ministres, qui dirigera dans les entreprises?

l'utopie réformiste ou « comment cuire le mouton à petit feu en espérant qu'il ne s'en apercevra pas ? »

Certes le capitalisme des monopoles n'est plus le capitalisme de libre échange, mais les réformistes, eux, n'ont pas tellement changé. Ils prétendent en investissant l'Etat bourgeois, arracher par quelques nationalisations le pouvoir économique à la bourgeoisie et progressivement, étape par étape, mener en douceur la société au socialisme. Mais hélas pour eux, l'Etat qu'ils croient avoir entre les mains n'est pas neutre. C'est un Etat bourgeois dont le système politique, administratif, répressif a pour fonction de maintenir l'exploitation capitaliste. Cet Etat là ne se transforme pas de l'intérieur, il se détruit. Pire, ils croient avoir un pouvoir économique parce qu'ils prétendent réaliser 9 nationalisations et rogner les profits patronaux alors qu'ils n'auront que le pouvoir de gérer la crise, car l'économie ne peut être à la fois socialiste par le secteur nationalisé et capitaliste par le secteur privé, être soumise à la fois aux lois du plan et aux lois du marché.
Le programme commun dans la mesure où il ne prévoit ni l'expropriation des grands moyens de production et d'échange, ni le monopole du commerce extérieur, ne peut être qu'un aménagement du système en place. Il n'ouvre pas la voie au socialisme.

Le réformiste de gauche est d'accord avec la recette du cuisinier du PCF mais il a peur d'être mangé à son tour.

D'Edmond Maire à Rocard, personne ne conteste que le programme commun ne mène au « socialisme » mais tous craignent qu'il s'agisse d'un « socialisme d'Etat », « centralisateur », voire « totalitaire ». La critique qu'ils font au programme commun, ce n'est pas d'abord et avant tout d'être une impasse qui ne peut pas mener au socialisme, mais de manquer d'« esprit autogestionnaire ». Si seulement le programme commun laissait entendre que progressivement les entreprises nationalisées seraient « autogérées », leur réticence vis-à-vis du programme commun s'évanouirait. En effet, en étendant progressivement le secteur nationalisé autogéré, on passerait, pensent-ils, à « un socialisme démocratique autogestionnaire ». Certes le « processus » sera long, comprenant des « ruptures », mais ainsi on aura évité la violence révolutionnaire qui mène à la dictature du prolétariat, tant redoutée...
Dès lors, les discussions entre les réformistes de gauche se résument à un débat tactique sur l'attitude à adopter face au PCF. La direction de la CFDT mise de plus en plus ouvertement sur le PS tandis que Rocard estime que le PS ne fait pas l'affaire et propose de regrouper un courant socialiste prétendu autogestionnaire allant d'Objectif Socialiste et du CERES au CIC et l'AMR, si ces derniers se prêtent à la manœuvre.

Déborder le programme commun : du contrôle ouvrier à l'autogestion socialiste en passant par la crise révolutionnaire

En cas de victoire de l'Union de la Gauche, la tâche des marxistes révolutionnaires qui posent clairement le problème de la crise révolutionnaire et de la destruction de l'Etat bourgeois, n'est donc pas de faire pression sur le gouvernement prétendu populaire pour obtenir « une décentralisation de l'Etat », mais de créer les embryons de contre-pouvoir ouvrier. Les travailleurs, en effet, dans leur masse voient dans l'Union de la Gauche une solution de classe opposée au régime pompidolien. Un gouvernement PS-PC serait assimilé, pour la plupart d'entre eux, à un authentique gouvernement des travailleurs. Dès lors, stimulés par cette victoire électorale, il est vraisemblable qu'ils ne se contenteraient pas de la cogestion bureaucratique proposée par le programme commun. Ils ne se résigneraient pas aux licenciements, aux conditions de travail, à la hiérarchie imposées par le système capitaliste et chercheraient, plus encore qu'aujourd'hui, à imposer dans les faits leur pouvoir en élisant des délégués d'atelier, des comités d'usine, des commissions de contrôle chargées d'opposer la volonté ouvrière aux décisions patronales. Mais il serait illusoire de croire que l'auto-organisation de la classe ouvrière jaillira spontanément, débordant par miracle le PCF freinant des quatre fers. Le rôle des militants révolutionnaires est dès aujourd'hui par l'action et la propagande de préparer l'avant-garde ouvrière à assumer les tâches de contrôle ouvrier.
En popularisant les luttes, comme celle de l'EDF-Brest.
A l'EDF comme à la SNCF et la Fonction Publique, il existe des commissions mixtes ou paritaires entre l'administration et les syndicats. Pauwels, secrétaire de la fédé CGT, est aussi membre du conseil d'administration de l'EDF. Mais dans de telles commissions, quelle est la force des représentants syndicaux ? La menace d'une grève si la direction exagère ? Mais les menaces n'ont jamais changé un rapport de forces ! Pire, les représentants syndicaux en viennent à raisonner comme des PDG en terme de rentabilité de l'entreprise nationalisée, c'est-à-dire à accepter les régles du fonctionnement capitaliste auxquelles obéissent les entreprises nationalisées comme les entreprises privées, et à freiner les revendications ouvrières. A l'EDF-Brest, où était la force des travailleurs ? Elle n'était pas dans la commission mixte locale chargée des problèmes de l'embauche. Elle n'était pas non plus dans le conseil d'administration de l'EDF puisque le conseiller Pauwels proposait d'arrêter la grève sous prétexte que la direction générale ne pouvait accorder que 30 postes alors qu'en poursuivant leur grève, les électriciens brestois ont obtenu plus de 50 postes supplémentaires. Elle était dans leur grève unie, structurée par un comité de grève où participaient syndiqués et non-syndiqués et où les responsables CGT, CFDT apportaient leur expérience de la lutte. Aujourd'hui, les électriciens de Brest ont pu maintenir le rapport de forces conquis dans la lutte grâce au maintien d'un comité de contrôle ouvrier permettant la mobilisation permanente des travailleurs.
En démasquant la cogestion bureaucratique proposée par le programme commun sous le vocable de « gestion démocratique » et « participation des travailleurs »

La hiérarchie actuelle sera-t-elle remise en cause ? *« L'amplitude de la hiérarchie réelle des salaires ne tiendra compte que des critères de qualification et de responsabilité »*. Mais c'est exactement ce que disent les patrons aujouurd'hui pour justifier des écarts de salaire à qualification égale ! La notion de « responsabilité » est suspecte ! C'est au nom de la responsabilité que les patrons payent un sur-salaire au personnel d'encadrement chargé de contrôler, chronométrer, surveiller. Les travailleurs devront-ils encore subir les « petits chefs » ? Auront-ils le droit d'exiger le changement d'un cadre manifestant une attitude anti-ouvrière ? Les Tramoni et les Nogrette continueront-ils leur besogne ?
Nous devons faire campagne pour la suppression de toutes les mesures de division des travailleurs : notation, primes à la tête du client, prime au rendement, avancement au « mérite »... Les primes doivent être intégrées dans le salaire de base. Les travailleurs doivent pouvoir vérifier que les seuls critères appliqués pour le calcul du salaire sont la « reconnaissance de la qualifiation acquise » et « à travail égal salaire égal ».

La garantie de l'emploi sera-t-elle assurée pour tous ?

Le programme commun le promet puisque le temps de travail sera progressivement abaissé à 40 heures et puisque *« tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit »*. Mieux, les licenciements seront suspendus en cas de désaccord des *« représentants des salariés qui pourront également faire appel aux juridictions du travail »*. Mais pourquoi ne pas dire que les 40 heures seront *immédiatement* le temps de travail maximum, pourquoi ne pas proposer le partage du travail entre toutes les mains ouvriéres sans diminution de salaires ? Certes cela abaisserait les profits capitalistes ! Mais le gouvernement PS-PC sera-t-il là pour défendre les intérêts du capital ou les revendications des travailleurs ? Que veut dire *« des conditions équivalentes de reclassement »* ? Aujour-

Les travailleurs devront-ils encore subir les petits chefs?

photo GAMMA

d'hui aussi les patrons prétendent parfois offrir lors des licenciements des conditions équivalentes de reclassement !
Mais il faut être précis en la matière. Pour que les conditions soient équivalentes, il faut exiger non seulement la même qualification, le même salaire, les mêmes avantages sociaux, mais encore un reclassement dans la région avec des conditions de transport, de logement, de travail pour le conjoint, équivalentes !
On nous dit que les comités d'entreprise et les représentants du personnel pourront s'opposer aux licenciements et faire appel à la juridiction du travail, mais pourquoi ne pas reconnaître tout simplement que les travailleurs auront le droit de véto sur les licenciements et les mutations ? Parce que les patrons ne l'accepteront pas ! Mais ça nous le savons ! Il faudra le leur imposer, mais le PCF ne parle-t-il pas de la nécessité d'un « mouvement de masse d'ampleur inégalée », ce qui veut dire, si les mots ont un sens, plus ample que Mai 68 ! Alors ?

Les conditions d'hygiène et sécurité seront-elles respectées ?

« Les droits des délégués des comités d'hygiène et sécurité élus par le personnel seront étendus et leur activité généralisée ». Comme cela est flou ! Les décisions de ces comités seront-elles purement consultatives, comme aujourd'hui, ou exécutives ? Pour qu'ils puissent fonctionner réellement, il faut que ces comités soient composés d'au moins un délégué par atelier, que ces délégués aient au moins une heure par semaine pour enquêter sur les conditions d'hygiène et sécurité, que ces comités aient le contrôle de la médecine du travail. Les médecins du travail sont à la solde des patrons et servent bien souvent sous des prétextes médicaux à « rationaliser » l'entreprise. Le comité d'hygiène et sécurité n'a pas à décider de l'embauche de tel ou tel médecin, mais il doit pouvoir faire appel à la contre-expertise d'un médecin du travail de son choix, il doit pouvoir exiger le changement d'un médecin du travail dont l'attitude anti-ouvrière serait manifeste.

Qui décidera des cadences ?

« Les conventions collectives et les accords d'entreprises comporteront obligatoirement des dispositions concernant les cadences ».
Mais quelles dispositions ? Pourront-elles être remises en cause par les travailleurs, s'ils les jugent insuffisantes ? Tant qu'il y aura un système capitaliste accaparant le travail produit par les travailleurs, entretenant les cadences infernales pour les uns et le chômage pour les autres, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter les cadences au nom de la bonne marche de l'entreprise et de l'intérêt économique national !

Gérer ou contrôler les nationalisations ?

Le conseil d'administration des entreprises nationalisées sera constitué de représentants élus par les travailleurs, de certaines catégories d'usagers (...) et de représentants désignés par le nouveau pouvoir démocratique ».

Quand le programme commun parle de représentants des travailleurs, il s'agit toujours des représentants syndicaux. Mais en cas de conflit entre la direction et les travailleurs, de quel côté se placeront les dirigeants syndicaux ? Séguy a déjà répondu : nous aurons assez à faire à gérer les entreprises nationalisées pour ne pas nous lancer dans des revendications démagogiques ! ...
Les travailleurs des usines nationalisées, au lieu de faire de la figuration, par syndicat interposé, dans des structures tripartites mal définies, doivent pouvoir imposer leur droit de véto sur les décisions (par exemple des contrats avec des entreprises privées...) qu'ils jugeraient contraires à leurs intérêts.
Pour que ce droit ne soit pas formel, il faut que dans chaque atelier soit élu un délégué, que les délégués d'atelier formant le comité de contrôle de l'usine disposent du temps nécessaire pour contrôler effectivement et rendre compte, non pas pendant une heure chaque mois, mais au moins chaque semaine devant leurs camarades de travail pouvant toujours décider de changer de délégué s'ils le jugent nécessaire.

Qui décidera de l'extension des nationalisations ?

« La progressivité des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ».
Sanguinetti hurle : c'est la porte ouverte à l'étatisation généralisée. Mitterrand rassure : mais non, il s'agit seulement de cas particuliers... Cette petite phrase révèle bien le fond du débat. D'abord comment les travailleurs pourront-ils formuler leur volonté ? Rien n'est prévu ! Par leurs représentants syndicaux ? Par referendum ? Par la grève ? ...
Et s'ils formulent leur volonté de voir leur entreprise être nationalisée, le gouvernement pourra-t-il refuser la nationalisation ? Si cela était le cas, les travailleurs verraient que les ministres « ouvriers » ne sont que des gérants du capitalisme et en tireraient la conclusion logique : le pouvoir des travailleurs c'est le pouvoir des conseils ouvriers pas celui du Parlement bourgeois.

Les capitalistes complotent, la gauche rassure !

« Démagogues irresponsables » nous diront les réformistes. « Vous voulez mettre l'économie à feu et à sang » gémissent les bourgeois ! Ceux qui gémissent le plus sont d'ailleurs ceux qui investissent dès aujourd'hui leurs capitaux en Suisse. Le programme commun parle de levée du secret commercial et bancaire... Alors il faut être clair et proclamer tout net que tous les patrons qui dès aujourd'hui organisent la fuite des capitaux, seront expropriés et leur usine nationalisée sous contrôle ouvrier, que les employés des banques oraniseront le contrôle sur la circulation des capitaux.
Au contraire, de Mitterrand à Marchais, c'est à qui fera patte blanche pour ne pas effrayer le bourgeois.

Les réformistes veulent cuire le mouton à petit feu en espérant qu'il ne s'en apercevra pas... et quand le mouton gigotte, ils baissent le feu... et finalement ne le mange jamais.

R. Yvetot.

dossier

le socialisme, ce n'est pas le parlementarisme bourgeois plus l'autogestion

Les 20 et 21 janvier s'est tenu à Paris un colloque sur l'autogestion organisé par quatre revues : Politique Aujourd'hui, Objectif Socialiste, Autogestion et Socialisme, Critique Socialiste. Le Parti Socialiste avait décliné l'invitation et la CFDT avait pris prétexte de cette défection pour s'esquiver aussi.

Ainsi cette tentative de rassembler le « courant socialiste autogestionnaire » au grand complet se réduisait à une confrontation où les groupes d'extrême-gauche, les publicistes et les spécialistes prenaient une place prépondérante.
Le travail se répartit entre quatre commissions (autogestion et luttes actuelles, autogestion et pouvoir d'Etat, autogestion et entreprises, autogestion et rapports sociaux) et un débat en AG sur le rapport des commissions.

Autogestion et révolution

De l'ensemble des débats une constatation s'impose : il existe bel et bien un courant auto-gestionnaire. Cette existence est compréhensible et positive : elle témoigne à la fois d'une prise de conscience de l'actualité du socialisme et d'un rejet de ses caricatures staliniennes.
Mais le risque est grand de voir le débat s'enliser dans une confrontation passablement abstraite entre un modèle de socialisme autogestionnaire et un modèle de socialisme étatique et bureaucratique. Le risque est grand de voir le PCF critiqué en raison de sa conception du socialisme, et non plus en raison de son incapacité d'en finir avec l'ordre capitaliste, en raison autrement dit de son orientation réformiste.

Bref, *le débat sur la conception du socialisme risque de servir à escamoter la question de la révolution.*
Au grand soulagement des réformistes de tout acabit ! C'est la notion même d'autogestion qui en serait dévoyée, abâtardie, et pour finir compromise.

D'une définition technique de l'Etat...

Il serait faux d'amalgamer dans la même confusion tous les groupes ou courants participant au colloque. Ainsi, il est douteux que l'AMR, en dépit de silences coupables, même s'ils ne sont que tactiques, puisse partager certaines idées en vogue. Pour être plus clair, nous prendrons donc comme fil conducteur le PSU qui était seul représenté comme parti dans les revues organisatrices avec Critique Socialiste, et présent au colloque par la personne de son secrétaire général Michel Rocard.
C'est un autre dirigeant national du PSU, R. Chapuis qui présentait le rapport sur Etat et Autogestion ; il y est écrit : « *les entrepreneurs capitalistes, petits ou grands... entendent utiliser l'Etat moins comme force politique proprement dite que comme une machine administrative qui travaille à leur profit* ». Il ne s'agit pas d'un lapsus puisque l'idée est conforme au texte programmatique du dernier congrès du PSU selon lequel : « *...le capitalisme international a de moins en moins besoin de l'Etat pour réaliser ses desseins* » !
Autrement dit, on insiste sur le rôle administratif et technique de l'Etat, et bien peu sur son rôle répressif d'instrument de classe.

...à une définition morale du capitalisme

Second glissement significatif : le PSU, sous prétexte de lutte contre l'économisme, privilégie la lutte idéologique par rapport à la forme élémentaire et fondamentale de la lutte des classes dans les entreprises.
Il n'y a pas de malveillance à voir un certain rapport entre cette « sensibilité » pour les luttes idéologiques et la définition que donne Rocard dans son dernier livre sur la théorie socialiste : « *La critique socialiste du capitalisme, même si elle s'appuie sur un appareil théorique très élaboré, est d'abord morale. C'est une critique de l'inégalité, de l'injustice, de l'oppression, de l'aliénation* ». Pour nous c'est d'abord la prise en charge consciente de la lutte contre l'exploitation capitaliste. C'est élémentaire. Mais il est bon de le rappeler.

Désaliénation ou conquête révolutionnaire du pouvoir

Finalement, si l'exploitation des travailleurs dans l'entreprise n'est plus présentée comme le fondement même du capitalisme et si l'Etat bourgeois n'est plus présenté comme le verrou armé de la société capitaliste, beaucoup de choses en découlent.
On comprend mieux alors que la lutte idéologique occupe une place privilégiée. Il s'agit de soustraire à l'emprise des idées dominantes, de « désaliéner » les travailleurs. Et d'ailleurs pourquoi les travailleurs plus particulièrement, pourquoi pas le peuple dans son ensemble, victime globale de l'intoxication. *C'est la lutte des classes qui en ressort estompée !*
Dans le colloque, l'idée qu'il existerait, omniprésente, une puissante « *aspiration autogestionnaire* » qu'il suffirait de libérer de blocages culturels hérités de l'école, de la famille, du cadre de vie, a été maintes fois développée, en particulier dans la commission sur les rapports sociaux.
En ce sens il devient clair que *la notion de crise révolutionnaire* est à remiser dans l'arsenal des vieilleries léninistes. *Et avec elle l'idée qu'un renversement violent de l'ordre bourgeois sera nécessaire.*
On oublie même de remarquer que c'est dans des situations précises de crise (une grève, mai 68), quand ils sont momentanément soustraits à l'exploitation quotidienne, que les travailleurs se métamorphosent et deviennent capables de poser dans leur masse la volonté de lutter pour le socialisme.

L'idéologie dominante n'est pas un pur produit des mass-média. Elle plonge ses racines au cœur de l'exploitation capitalisme même : le travailleur soumis aux cadences, aux transports, dépossédé des produits de son travail est la victime désignée de l'idéologie dominante. La lutte idéologique est nécessaire, mais elle ne mettra pas en déroute les idées de la bourgeoisie sans renverser leur fondement, celui de la société capitaliste même. Sinon les prétentions du PCF à passer au socialisme par des voies électorales ne seraient pas si absurde : entre la conversion religieuse et la conversion électorale il y a un point commun : celui d'une prise de conscience individuelle indépendante du vaste processus des luttes sociales.

Le mouvement et le but

La pente du raisonnement est nette. Ce n'est pas par écart de langage qu'on en arrive à parler de « *stratégie autogestionnaire* » au lieu de stratégie révolutionnaire. Et ce n'est pas non plus par hasard si le rapport de Claude Berger (rédacteur à Politique Aujourd'hui) comporte des phrases comme celle-ci : « *Le déroulement du mouvement, les formes de lutte sont donc primordiales* ». Cela rappelle étrangement les formules de Bernstein, père théorique du réformisme allemand pour qui le mouvement était tout et le but seulement la conclusion du mouvement.
A tout prendre les « vieilleries léninistes » valent mieux que les sauces depuis longtemps tournées du réformisme ! La lutte révolutionnaire cède le pas à un processus autogestionnaire rampant et grignotant. Et, par confiance dans le mouvement, on en vient à adapter une attitude bien peu critique sur la conduite et le caractère précis des luttes.
Le rapport sur les luttes actuelles ne donne que trois exemples de luttes ouvrières : Evian, le Joint Français, Michelin. De façon très générale. Sans insister sur l'existence ou non d'un comité de grève élu et révocable à la tête de la lutte. Sans insister sur l'existence ou non d'une expérience de contrôle ouvrier, sous quelle forme et jusqu'où.

L'Assemblée plus l'autogestion

Autre conséquence logique d'une telle démarche, c'est que jamais ne sont confrontés dans une crise révolutionnaire, dans une lutte à mort pour le pouvoir, les organes issus des entreprises et des quartiers, et la vieille machine d'Etat bourgeoise. C'est pourquoi Rocard imagine un pouvoir combinant une Assemblée et des organes du type conseil. C'est pourquoi il peut imaginer, comme il l'a fait dans une intervention orale, que la CGT dominée par le PCF reste majoritaire dans les conseils ouvriers, justifiant d'ailleurs par là le maintien parallèle d'un pouvoir d'Assemblée.
Soyons clairs : s'il y a eu révolution socialiste, luttes de masse, affrontement avec l'Etat bourgeois on imagine mal que les choses demeurent après ce qu'elles sont aujourd'hui, en particulier que la classe ouvrière demeure soumise au stalinisme. Si elle le demeure, c'est que la révolution n'a pas eu lieu, qu'on se trouve encore dans une étape intermédiaire.
Le programme du PSU tendrait à le confirmer. On y parle de « *repolitiser l'Etat* » (lequel ?) et pour cela de maintenir une Assemblée « *issue du suffrage universel dont l'organisation doit être davantage liée au lieu de travail* ». Autrement dit, ce dont il est question, c'est d'une réforme du suffrage universel et non la réalisation du mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers ! ».
Autogestion, peut-être... mais autogestion en tutelle. L'autogestion surveillée plus le Parlement n'a jamais signifié le socialisme. Ainsi transparait plus nettement la ligne véritable du PSU, celle d'*une opposition critique à l'Union de la Gauche, qui vise plus à influer par pression sur son programme qu'à le déborder.*

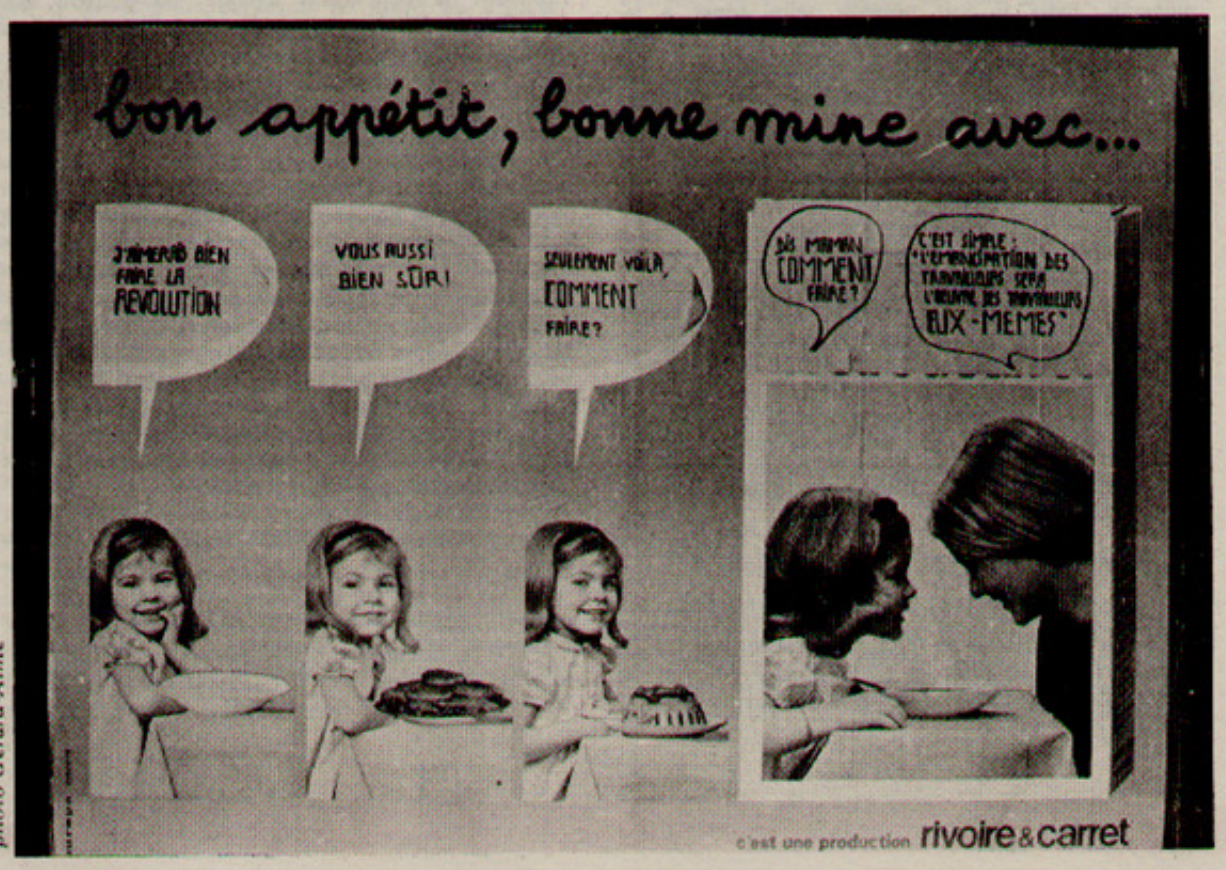


photo Gérard-Aimé

Une calomnie qui n'est pas apolitique...

Tout le débat est là : non seulement sur la définition du socialisme, mais aussi sur les moyens d'y parvenir, sur réforme et révolution.
L'importance de ce débat rend d'autant plus inadmissible dans un tel colloque, une intervention de Rocard, dans le plus pur style de la calomnie, comparant les structures de la Ligue à celles du PCF pour suggérer une parenté d'orientation.
Le partage n'est pas entre centralisateurs et décentralisateurs, mais entre réformistes et révolutionnaires. Et en ces termes, Michel Rocard se trouve beaucoup plus près des réformistes staliniens qu'il voudrait le laisser croire. A l'époque où nous menions la bataille contre le stalinisme, sanglante et non seulement idéologique, pour défendre le socialisme contre les défigurations, Rocard adhérait à la SFIO... « *par refus des petites structures* », comme il le dit dans son livre ! Il ne s'agit pas de le juger sur son passé, mais de le rappeler à un peu plus de pudeur et de modestie.
Il est vrai qu'en attaquant les structures de la Ligue, Rocard renie en fait la nécessité d'une organisation capable d'affronter l'appareil d'Etat bourgeois et les tâches de la crise révolutionnaire. Vu l'analyse fausse de l'Etat et la disparition de la notion de crise, cette ultime querelle sur le parti n'est donc que la preuve par neuf d'une orientation qui, sous couvert d'autogestion, reste du côté du réformisme.

Daniel BENSAID

LA « DEMOCRATIE OUVRIERE » DANS LES DEMOCRATIES POPULAIRES

caricature de socialisme

Les militants du PCF proposent pour la France de démocratiser la gestion des entreprises dans le cadre d'un gouvernement de gauche. Ces mêmes militants se réclament de ce qui existe en URSS et dans les démocraties populaires qu'ils nous présentent comme la réalisation du socialisme.

Mais, dans aucun de ces pays, la classe ouvrière n'exerce réellement son pouvoir : elle en a été dépossédée par une couche bureaucratique qui prend seule toutes les décisions et s'octroie des privilèges exhorbitants.

Les travailleurs n'ont pas leur mot à dire : leurs conditions de travail, leurs salaires, leur pouvoir d'achat, leurs conditions d'existence en général, tout cela est déterminé d'en haut par des responsables qui défendent leurs propres privilèges.

Dans la plupart des cas, les dirigeants syndicaux se prononcent contre leurs revendications, et dans tous les cas, sauf en Yougoslavie depuis peu, le droit de grève est interdit par la Constitution.

Pourtant, le PCF cautionne cette caricature de socialisme, s'en réclame même. Rien d'étonnant dans ces conditions que les propositions du programme de la gauche soient empreintes du sceau bureaucratique : on nous dit, en effet, que les syndicats seront « consultés », qu'ils « pourront intervenir », qu'ils « recevront des informations pour les soumettre aux travailleurs ». Cela signifie qu'en aucun cas les dirigeants de l'Union de la Gauche n'envisagent de remettre le pouvoir dans les mains des travailleurs eux-mêmes, organisés démocratiquement sur leurs lieux de travail et dans la société toute entière. Cette voie-là n'est pas la nôtre : si elle menait quelque part, ce serait à un socialisme bureaucratique du type de celui que les travailleurs des Etats dits ouvriers doivent aujourd'hui combattre.

C. VERLA

LA « DEMOCRATIE OUVRIERE » DANS LES DEMOCRATIES POPULAIRES

L'appréciation de deux historiens du PCF :
« Les événements de décembre 70 ont démontré la force de l'action syndicale quand des questions capitales pour les conditions de travail et d'existence quotidienne sont en jeu ».

La Pologne
ed. sociales
p.171

Les événements de 70 et les organisations de défense des travailleurs

Qu'en pensent les travailleurs polonais ? Lors de la rencontre des ouvriers des chantiers navals de Gdansk et Gdynjia avec Gierek, les travailleurs jugent leurs dirigeants syndicaux :

« Quand tout a commencé, ils ont tous disparu. Nous sommes restés devant le bâtiment de la direction et nous avons crié pour que quelqu'un sorte pour venir nous voir. Tout le monde s'est caché, le comité d'entreprise, le conseil ouvrier, nos dirigeants syndicaux ».

Notes du Littoral
article de la presse polonaise
décembre 1970

Les ouvriers ont exprimé ensuite la même opinion au travers de leurs votes : début 1971, 50 % des dirigeants syndicaux n'ont pas été réélus. A Zameck – là où d'ailleurs les travailleurs ont *pendu* le secrétaire local (c'était une action de masse !) – 75 % de l'ancienne équipe a dû chercher emploi ailleurs...

Les faits

Les syndicats polonais (mais ils ont trouvé leur modèle ailleurs) sont censés assurer trois fonctions principales, « sous la conduite du POUP, avant-garde de la classe ouvrière, force motrice du peuple polonais » :

1) la défense des intérêts des travailleurs ;
2) l'activation de la production : « *ils coopèrent à l'augmentation du rendement du travail et au renforcement de la discipline sociale et à celle de la production* » ;
3) Fonction d'action sociale : gestion des crèches, loisirs, les logements construits sur la base des fonds de l'entreprise, l'hygiène, etc...

Faut-il souligner que leur ardeur générale à la tâche quant à la seconde fonction est sans doute un obstacle à la réalisation effective de la première ? Mais les faits sont parlants. Quelques exemples :

– en 14 ans, les salaires des mineurs de Grodzisko sont restés inchangés sans qu'aucune instance syndicale ne juge nécessaire d'intervenir. C'est la mobilisation « sauvage » des travailleurs qui leur permit d'obtenir enfin en 1971 satisfaction ;

– dans les événements de 70 comme dans les soulèvements de la Pologne de 56, les syndicats furent totalement absents : *en 70, ils avaient approuvé l'augmentation des prix et le nouveau système de stimulants économiques pour accroître le rendement, qui provoquèrent le soulèvement ouvrier* (cf. dans Tribuna Lude, l'approbation du secrétaire du conseil central, le 19 mars 1970) ;

– de fait « aujourd'hui, les syndicats prennent avec le gouvernement et appliquent avec les directeurs, les décisions de licenciements de personnel » (cf. lettre ouverte au POUP, Kuron-Modzelewski).

Autrement dit, pour les syndicats et les autorités polonaises, comme pour Maurice Thorez en 45, la défense des intérêts des travailleurs passe par une formule : « Il faut produire d'abord ».

Pour le reste, laissons parler Slominski, délégué de l'usine Zeran (à la pointe du combat d'octobre) au congrès des syndicalistes de novembre 1972 :

« Nos autorités syndicales constituent à 70 % une véritable armée de gratte-papiers et de délégués titulaires pour les voyages à l'étranger, qui vont en Bulgarie chercher des pelisses, en Tchéco des chaussures et en URSS des moteurs ».

Et après 70 ?

Certes l'alerte fut chaude. On va tout de même changer le code du travail pour remplacer celui... qui date d'avant-guerre ! L'idée (l'idée seule !) d'autogestion est apparue. Pourtant rien (ou presque) n'a changé.

Déjà Krukcez, président des syndicats, s'aventure à remarquer qu'on ne parle pas assez « de la fonction d'activation de la production et d'éducation idéologique » comme tâche des syndicats. Le poids du système bureaucratique est à ce point lourd dans la conscience ouvrière que Slominski (toujours le délégué de l'usine Zeran) ne pousse l'audace que jusqu'à la revendication : « nous voulons nous sentir *copropriétaires* (sic) du mouvement syndical »...

Mais les ouvriers n'ont pas été écrasés comme le furent ceux de Hongrie en 56. Certes la « récupération » bureaucratique à l'aide de broutilles accordées fait son chemin. Pourtant la hausse des prix qui avait provoqué l'émeute fut supprimée. La méfiance ouvrière manifeste à l'égard des bureaucrates, si elle n'a pu encore trouver à s'exprimer en une lutte jusqu'au bout pour le pouvoir, persiste et sait encore gronder.

En novembre 72 une vague de grèves a déferlé à nouveau à travers la Pologne. Ces grèves ont commencé juste avant le VIIème congrès des syndicats (le 13.11.72). Elles ont d'abord éclaté dans les chantiers navals à Gdansk et Szczecin. Les revendications des ouvriers étaient d'ordre politique et *concernaient le fonctionnement des syndicats* :

– on demandait *l'indépendance des syndicats par rapport au Parti* ;

– on exigeait les *élections libres des délégués et des dirigeants syndicaux* ;

– on exigeait de *préciser les compétences des syndicats*..

La situation était à tel point tendue, que Gierek lui-même et Jaroszewicz (le président du conseil d'Etat) sont allés à Gdansk et à Szczecin pour « examiner » le problème. Mais le congrès n'a rien fait pour satisfaire les exigences et questions posées par les ouvriers qui n'y ont même pas été discutées.

Pendant le congrès, les grèves ont éclaté à Lodz dans trois usines du textile. Les femmes exigeaient le maintien du blocage des prix (la hausse des prix a été bloquée en 1971 pour deux ans après la révolte des ouvriers en décembre 1970, mais devait cesser à la fin de cette année) et l'augmentation des salaires de 15 %. Le deuxième jour de la grève – quand la menace de grève s'étendait à toute l'industrie textile – le programme de la télévision a été interrompu et Jaroszewicz a daigné promettre le blocage des prix pour un an encore. Il y eu aussi des grèves en Silésie (d'un et de deux jours) dans quatre mines de charbon, à Rybnik et à Katowie. On y a exigé l'augmentation des salaires de 25 %. 30 ouvriers (mineurs) ont été arrêté. On a apaisé les esprits en distribuant des bons d'achats...

LES SYNDICATS ET LES GREVES EN YOUGOSLAVIE

Si le droit de grève vient d'être reconnu en Yougoslavie, les quelques 200 grèves qui se sont déroulées depuis 1956 n'ont pu être que « sauvages » : là bas, comme dans les « démocraties populaires » à l'Est, les grèves étaient considérées comme un « non-sens ». L'Etat (pire : l'autogestion) étant celui des travailleurs, il ne pouvait être question de « faire la grève contre eux-mêmes ».

Et pourtant, ils l'ont fait ! De façon plus poussée en Yougoslavie que dans les autres pays de l'Est parce que les marges de manœuvre étaient plus larges dans un système qui a préféré l'éclatement des pressions sociales par l'autogestion des entreprises atomisées à une répression plus directe. Les ouvriers n'étant pas massivement masochistes, il faut croire qu'ils n'ont pas fait grève contre « eux-mêmes », mais contre un système bureaucratisée où ceux qui sont censés les « représenter » ont, en fait, défendu leurs propres privilèges. C'est là un danger permanent dans l'Etat ouvrier. Et c'est pourquoi nous pensons qu'y compris dans le cadre d'un Etat ouvrier *les travailleurs doivent garder leurs droits pleins et entiers de s'organiser et de lutter au moyen de la grève* pour exprimer leurs revendications. L'autonomie des syndicats par rapport à l'appareil d'Etat doit permettre d'organiser de telles luttes et de les structurer comme force d'intervention de la classe ouvrière dans son ensemble, loin d'être atomisée entreprise par entreprise. *Mais l'organisation démocratique de la grève par l'ensemble des travailleurs*, syndiqués ou non, reste toutefois la seule forme d'organisation qui permette que les ouvriers « gérent » leur grève au même titre qu'ils doivent participer à la « gestion » de la société toute entière.

Une enquête de 1969 en Yougoslavie rend compte de l'attitude des syndicats yougoslaves vis-à-vis des grèves jusque là : dans près de *89 % des cas, les syndicats ont été soit contre les grèves et les revendications qui s'y exprimaient*, (21,6 % des cas), soit contre les grèves comme forme d'action mais favorables aux revendications (44,5 %), soit n'avaient pas de position. Il n'y a que *11,3 % des cas où il y ait eu soutien par les syndicats de la grève et des revendications !* Pourtant, dans près *de 80 % des grèves les revendications ont été satisfaites* en tout ou en partie : c'est dire que ces revendications imposées, certes par la force d'une mobilisation, étaient pourtant justifiées.

(1) rapport de Nela Jovanov, secrétaire de la commission d'autogestion du conseil de la confédération des syndicats yougoslaves. Rapport écrit pour la 1ère conférence internationale sur l'autogestion et la participation, décembre 1972, Rubrovnik.

La représentation des ouvriers aux différentes instances de pouvoir en Yougoslavie en 1970

Conseils ouvriers centraux d'entreprise	*54 %*
Comités de gestion (organes exécutifs)	*32 %*
Assemblées des communes	*13 %*
Assemblées des provinces autonomes	*4 %*
Assemblées des Républiquess,	*19 %*
Assemblée fédérale	*19 %*

Source : rapport de Nela Jovanov à la conférence internationale sur l'autogestion, décembre 72, Dubrovnik.

" monsieur le 1er ministre et cher camarade! "

georges séguy

En prenant position seule en tant que direction syndicale en faveur du programme commun, la direction de la CGT avait tenu à souligner à plusieurs reprises que ce soutien ne serait en rien un frein aux luttes revendicatives, et qu'il ne remettait pas en cause l'indépendance syndicale de la Centrale. Pour justifier son soutien, le Bureau Fédéral précisait qu'une telle attitude était conforme à l'intérêt profond des travailleurs las de voir leurs conquêtes sans cesse remises en cause par le patronat et le gouvernement. Nous avons toujours précisé quant à nous que notre critique ne visait pas le caractère politique d'une telle démarche, mais le fait que, plusieurs orientations pour parvenir au socialisme existant dans le syndicat, ce dernier, en tant qu'organisation de masse, ne saurait imposer l'une d'entre elles à l'ensemble des travailleurs. Nous disions d'autre part que seul le développement de la lutte des classes pouvait permettre de faire face à la résistance inévitable de la bourgeoisie. Enfin nous affirmions la nécessité pour le syndicat, en tant qu'organisation chargée de défendre quotidiennement les travailleurs, de ne prendre part, en aucune façon, à la gestion des entreprises.
Or, d'ores et déjà, nous ne pouvons qu'être inquiets des déclarations de la direction cégétiste.

« Prolonger l'action revendicative par le vote » ...

C'est parti ! La direction de la CGT a décidé de lancer toutes les forces du syndicat dans la bataille électorale, « tout en poursuivant quotidiennement sous des formes appropriées, son activité pour la défense des revendications » (déclaration de la commission exécutive). Mais cette dernière affirmation n'est guère qu'une clause de style.
Les déclarations ronflantes du dernier trimestre 1972 ont fait long feu. La mobilisation nécessaire des travailleurs dont parlait Krasucki, est de fait aujourd'hui canalisée vers les urnes.
Le bilan des initiatives prises par la confédération est révélateur : la journée « d'action interprofessionnelle » du 26 octobre n'a pas été (de l'aveu de Rampart, responsable de l'UD de la Loire Atlantique) un succès et « de nombreux secteurs professionnels n'ont pas participé à l'action ». Un débat s'est d'ailleurs engagé à ce sujet lors du Comité Confédéral National de novembre vu l'inefficacité de ce type de journées.
Pour ce qui est des grandes luttes de fin d'année, la Fédération des Cheminots s'est opposée à une grève au moment des grands départs « par prudence » à l'égard des usagers, mais aucun accord n'est intervenu à la SNCF et rien n'est fait. De même dans la Fonction Publique.
Dans les banques, l'action en est au point mort après le refus de la direction CGT de lancer une grève illimitée alors que selon G. Pompey, secrétaire général de la fédé, « la plus grande partie du personnel était prête à une grève de durée illimitée ce qui s'est trouvé confirmé » mais « une fraction importante du personnel » (en fait extrêmement minoritaire, selon Pompey lui-même), n'y étant pas disposée, l'action est au point mort.
Dans la métallurgie, des débrayages de 2 h ont lieu cette semaine pour faire pression à la veille des négociations paritaires prévues le 26 janvier, qui ne donneront évidemment guère de résultats.
Par contre, à la SNIAS la direction de la CGT a signé un avenant au contrat qui permet à la direction de la SNIAS d'avoir la caution du syndicat pour les mesures de licenciements prévues ; à Renault, l'accord signé est en retrait sur ce qui aurait pu être obtenu en développant les grandes luttes de l'an passé.
Or, la situation est propice au développement des luttes ; le gouvernement est sur la défensive et le risque invoqué par les bureaucrates de l'impopularité possible des grèves pourrait être facilement évité par une propagande et un soutien intenses du syndicat. C'est en fait la peur de la mobilisation des masses et du débordement qui explique la crainte des bonzes syndicaux.

Les syndicats et le pouvoir

Les déclarations récentes de G. Séguy sur l'attitude des syndicats à l'égard d'un gouvernement de gauche sont des plus troublantes. Le secrétaire de la CGT n'aurait pas « *l'intention d'accabler (sic) le gouvernement d'une avalanche de revendications* dont la satisfaction aurait tôt fait *d'épuiser les finances publiques et de ruiner les entreprises*» (le Monde, 18.1). A Nanterre, il déclare : « Mais nous sommes des gens sérieux et réalistes. Nos revendications et nos objectifs tiennent compte des réalités. Dans le cas d'une victoire de la gauche *qui associera les organisations syndicales représentatives à la gestion de l'économie* et des affaires publiques, nous tiendrons compte des engagements conclus entre ceux qui ont signé le programme commun » (VO, No 1482).
Ces deux déclarations débouchent immédiatement sur un problème décisif : de l'aveu même du PCF et d'après le programme commun, l'Union de la Gauche, ce *n'est pas le socialisme* ; les entreprises, même nationalisées restent soumises aux lois de l'économie capitaliste, le pouvoir n'est pas aux travailleurs. Envisager dans ces conditions de limiter l'« avalanche des revendications », et accepter la cogestion dans les entreprises, c'est s'orienter vers la collaboration de classes tout simplement !
En ce qui concerne les nationalisations (dont on dit tantôt qu'elles auront un poids décisif dans l'économie, tantôt qu'elles ne « toucheront que 1 % des entreprises françaises », ceci pour ne pas effrayer la bourgeoisie), la direction CGT masque systématiquement le fait que nationalisées ou pas, les travailleurs y sont toujours exploités. Vanter les mérites de la compétitivité de l'EDF, expliquer que Renault « roule plus vite que Citroën », c'est faire bon marché de l'exploitation des travailleurs, c'est oublier que c'est en suant le burnous, en produisant de la plus-value au bénéfice des patrons que de tels résultats ont pu être atteints.
De surcroît, ces nouvelles entreprises nationalisées, elles seront indemnisées par le gouvernement de gauche : G. Marchais évalue, dans sa conférence de presse, à 10 milliards les remboursements à effectuer, soit environ 1 milliard par an en tablant sur 10 ans (bel optimisme...). Fera-t-on supporter aux travailleurs le prix des concessions faites aux patrons qui se sont engraissés sur leur dos ?

Dreyfus, PDG de Renault, n'est en tout cas pas inquiet : il considère que si la gauche est au gouvernement, « la Régie pourrait jouer un rôle pilote plus considérable que celui qu'elle joue actuellement » (Huma, 18.1), voilà qui réjouira les travailleurs de la Régie.
Enfin, le financement du programme commun, pomme de discorde entre l'UG et la bourgeoisie n'est pas un problème pour G. Marchais car « *les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance* » (le Monde, 24.1). Ceci rappellera sûrement aux ouvriers qui ont vécu les lendemains de la guerre de mauvais souvenirs...
A Matignon, nous dirons à notre interlocuteur : « M. le Premier Ministre et cher camarade... » a dit G. Séguy. On peut s'interroger sur le rôle que la direction CGT veut faire jouer au syndicat, le mot d'ordre sera-t-il de nouveau « produire, produire d'abord » ? Car la logique du système capitaliste, si on ne la brise pas, est impitoyable, on n'échappe pas à la loi du marché.

Quelle démocratie nous réserve-t-on ?

Dans un premier temps, la direction CGT a expliqué qu'il était normal qu'il y ait des divergences sur ce programme commun dans les entreprises, le débat étant ouvert. En pratique cependant, il semble qu'il n'en soit rien. Et les pratiques manipulatoires et fractionnelles par rapport aux syndiqués sont la règle. En témoigne ce scandale que représente le bulletin de vote distribué aux travailleurs de Renault lors de la signature des accords. où la direction du syndicat Renault *n'a pas hésité à faire voter simultanément sur les accords et sur le programme commun*, se targuant ensuite des résultats obtenus alors que les travailleurs n'avaient le choix qu'entre le vote nul (qu'un certain nombre d'entre eux ont fait) ou le vote bloqué. Ces pratiques ont davantage à voir avec les referendums des démocraties populaires qu'avec la démocratie ouvrière. Et ce d'autant plus que la consultation a été bidon, alors que les négociations étaient en cours depuis le 22 novembre !
Est-ce là le type de « participation » que l'on réserve aux travailleurs demain ?
De même le sort que l'on réserve aux déclarations de la CFDT – quoiqu'on pense par ailleurs de leur contenu – montre la volonté de la direction cégétiste à ne laisser aucune place à toute orientation qui ne serait pas la sienne.
Quant à l'extrême-gauche, « dans une France démocratique... », elle pourra « exercer son activité et s'exprimer librement dans le respect de la légalité de cette démocratie, mais si des formations dites « gauchistes » essaient comme celles du Chili de s'allier à la droite pour saboter les réformes démocratiques... elle tomberont sous le coup de la réprobation populaire et de la justice en vigueur »... (G. Séguy, VO, No 1482).
Cette déclaration appelle plusieurs remarques : d'une part il est curieux qu'un secrétaire de syndicat parlant en tant que tel se permette des affirmations qui dépassent largement ses seules « compétences » syndicales. Le ton menaçant utilisé contre l'extrême-gauche serait le bienvenu à l'égard de la bourgeoisie. Enfin, l'amalgame entre l'extrême-gauche et la droite chiliennes relève des calomnies staliniennes les plus éculées et ne peut que nous laisser songeurs.
Le Chili d'ailleurs, puisque G. Séguy l'évoque pour une fois, n'est pas encourageant quant au sort réservé aux travailleurs. M. Allende n'a-t-il pas déclaré qu'il y avait « trop de réunions politiques pendant les heures de travail » ? Le PC Chilien n'a-t-il pas condamné « les circuits parallèles de distribution » organisés par les travailleurs et les paysans eux-mêmes pendant la grève des commerçants ? Rien d'étonnant alors si selon Allende « le moral révolutionnaire fait défaut ». A vouloir transformer les travailleurs en « bons exécutants », soumis au bon vouloir des bureaucrates qui s'arrogent le droit de penser et de décider pour eux, fera très vite le jeu de la bourgeoisie, et pour de bon cette fois.
Apparemment les bureaucrates de la CGT n'ont pas, en matière de démocratie ouvrière, de conception différente de celle de leurs collègues chiliens.
C'est pourquoi il faut dès aujourd'hui organiser la défiance contre la bureaucratie, préparer la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes du socialisme de demain.

Michèle Nancy

Un rôle plus considérable

Au cours de la séance de signature de l'accord les représentants de la C.G.T. ont fait observer à M. Dreyfus qu'un succès des forces de gauche aux élections de mars amènerait sans doute direction et syndicats à discuter de nouveau...

Le P.-D.G. de la Régie nationale a répondu en substance devant tous les syndicalistes : « Je ne suis pas en désaccord avec ce point de vue. Je dirai même que si, au mois de mars, la gauche accède au gouvernement la Régie sera amenée à jouer un rôle pilote beaucoup plus considérable que celui qui est le sien actuellement.

On ne sait pas encore si Tramoni sera réembauché !

foyer Bisson
une lutte exemplaire

Après la lutte de juillet 71, les travailleurs du foyer Bisson avaient obtenu du Conseil de Paris la construction de trois foyers neufs. En attendant, ils sont « relogés » dans des baraquements provisoires depuis le 18 janvier.

Mais le Conseil de Paris est revenu sur toutes ses promesses **: le loyer passe de 120 à 170 F ; les chômeurs ne seront pas relogés ; les visites sont interdites ; les Africains n'ont aucun droit de regard sur la gestion du foyer. Devant cette attaque, les locataires ont riposté immédiatement. Ils ont décidé de ne pas quitter le foyer tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites. Le 18 janvier, le quartier est investi par la police de Marcellin. De nombreux militants venus soutenir la lutte des Africains sont embarqués. En fin de matinée, la Préfecture cède : le droit de visite est accordée ; les chômeurs seront relogés. C'est une victoire partielle mais importante, les Africains décident de quitter le taudis et de rejoindre leurs nouveaux foyers. Mais leurs nouveaux foyers n'ont rien d'enthousiasmant ! 5 par chambre et 15 m2 et 170 F par mois, ce n'est pas cela qu'ils attendaient !**

Continuer la lutte jusqu'à la victoire finale **: les travailleurs africains sont décidés à faire respecter la totalité de ce qu'ils avaient acquis. La lutte va continuer pour les revendications non satisfaites. Plus que jamais les travailleurs de Bisson ont besoin de notre soutien !**

Français-immigrés, tous unis !

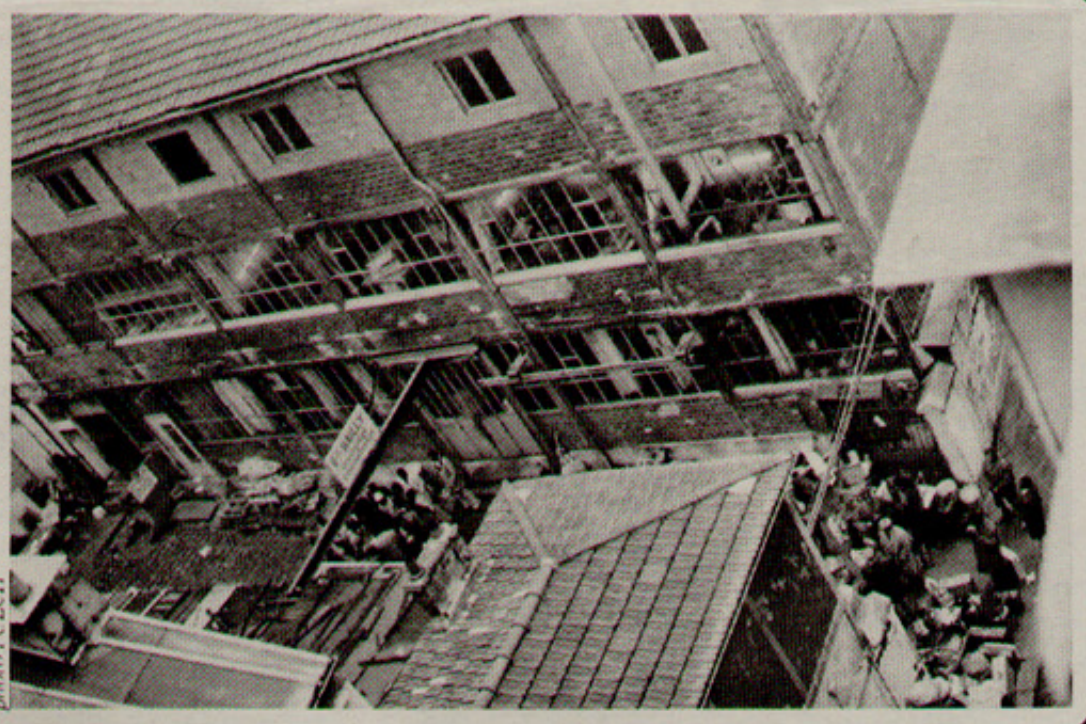


photo PCECH

comité de grève: ce qu'ils en disaient

En plein mois d'août, 4 millions de grévistes ; les trains de vacances bloqués, les transports urbains paralysés, le courrier non distribué, des coupures de gaz et d'électricité. En plein mois d'août, une grève de trois semaines de tout le secteur public et nationalisé, du bâtiment, de la métallurgie, des mineurs, des grands magasins... Un Comité National d'Unité et d'Action lance un appel reproduit par l'Humanité.

« L'unité étant invincible lorsqu'elle est profondément organisée sur le lieu de travail, il convient d'élire dans chaque usine, chaque bureau, chaque service, un comité d'unité et d'action représentatif de tout le personnel et comprenant à côté des militants syndicaux, des syndiqués de toute affiliation et des non-syndiqués là où il en existe ».

Les postiers ne sont pas en reste ; un même appel leur est lancé :

« La condition du succès de la lutte engagée est qu'elle soit menée dans l'unité des travailleurs. La fédération postale CGT appelle à mettre en place des comités de grève d'unités élus par les services et les brigades...

L'ensemble des comités constituera le comité central de grève des bureaux ».

Non ! Il ne s'agit pas de politique fiction mais d'une histoire vraie arrivée il y a 20 ans... en 1953 en France même.

1953 : au niveau social, c'est l'année clé de la rentabilisation du service public : à la SNCF, la productivité augmenter de 40 % en trois ans avec parallèlement une diminution d'effectifs.

En juillet le gouvernement Daviel profite des vacances pour essayer de faire passer une série de mesures de restriction .

La riposte est immédiate : les directions syndicales unitaires appellent à une journée nationale d'action le 4 août, la grève est un tel succès que le 5, les postiers de Bordeaux ne reprennent pas le travail... La grève est donc prolongée de 48 h pour les gaziers, les électriciens et les cheminots... En fait, le 8 et le 9 le travail ne reprend pas. Le 10 à l'appel de la fédération des cheminots, c'est la grève générale : le 14 août, 4 millions de grévistes, seulement 100 trains par jour au lieu des 15 000 habituels. Malgré toutes les pressions, toutes les réquisitions, la grève durera encore 12 jours !

L'opinion publique est du côté des grévistes, des comités d'aide aux grévistes se créent dans les quartiers, la solidarité matérielle s'organise, les meetings d'information sont nombreux.

Quand FO et la CFTC négocient dans le dos des travailleurs, le 20 août, les travailleurs unanimes hurlent à la trahison. L'ensemble des comités de greve se prononce sur la poursuite du mouvement. Le 23 le congrès parisien des comités de grève des postiers décide de continuer la lutte : « six cents délégués des comités de base y assistaient, mandatés par des dizaines de milliers de travailleurs des bureaux postiers de Paris et de banlieue, des lignes et bureaux téléphoniques, des gares, etc... et représentant toutes les tendances syndicales et les inorganisés ». La CGT reste donc seule en tant qu'organisation syndicale à continuer la grève ; seule, mais massivement suivie par l'ensemble des ouvriers.

Le gouvernement cède en partie : augmentation du SMIG et des salaires...

Le 26, reprise en bloc des cheminots, des postiers... Le 27, les gaziers, électriciens, mineurs, rentrent à leur tour. Mais la lutte ne s'arrête pas pour autant : les sanctions pleuvent sur les grévistes, il faut faire respecter les accords. Décision est donc prise de poursuivre la lutte en transformant les comités de grève en comité d'unité d'action pour la défense des droits acquis, pour les revendications satisfaites et la défense des sanctionnés.

Les leçons de la grève sont tirées, les appels à l'unité d'action sont martelés quotidiennement dans l'Humanité.

Léon Mauvais aux métallos : « Mettez tout en œuvre pour réaliser et organiser l'unité dans vos entreprises » (titre). Les objections des adversaires des comités élus sont nombreuses :

« Ils disent, par exemple, qu'ils ne veulent pas de comités qu'ils prétendent « irresponsables », qui jetteront la pagaïe ; qu'ils ne veulent pas « déposséder » leurs organisations de la conduite de l'action et de la discussion des revendications de leurs adhérents.

Aucune de ces objections ne doit rester sans réponse.

« Comités irresponsables » ! Comment peut-on tenir un tel raisonnement quand nous indiquons que ces comités d'unité doivent être composés d'hommes et de femmes *élus* dans les services, équipes, ateliers, départements ; qu'ils doivent être élus par l'ensemble des travailleurs, qu'ils doivent rendre compte des discussions, de tous les problèmes importants que pose la direction du mouvement ?

Peut-on qualifier de comités irresponsables les comités qui non seulement demandent aux travailleurs de se prononcer au moment d'engager la lutte concernant la direction de celle-ci, mais leur demande de le faire concernant les revendications et les accords qui peuvent être proposés par les patrons, leur demandant de le faire sur le moment et les conditions de cesser le mouvement ?

Tout militant, quel qu'il soit, qui veut rester fidèle aux engagements pris devant les travailleurs, qui veut remplir honnêtement, loyalement, le mandat qui lui est confié, non seulement ne peut se froisser du contrôle des travailleurs, mais doit s'ingénier au contraire à ce que ce contrôle soit entier et permanent ».

Humanité
14.9.53

Résolution de la CA de la CGT : La « CA salue les comités de grève et d'action qui, démocratiquement élus et placés sous le contrôle permanent des travailleurs, ont impulsé la lutte, préservé, en dépit des décisions des dirigeants scissionnistes, la cohésion et la force du mouvement, maintenu intacte lors de la reprise du travail l'union forgée et scellée dans l'action.

Cette victoire de l'unité qui porte en elle la certitude de victoires plus décisives, les travailleurs doivent la consolider sans cesse en élisant dans toutes les entreprises des comités d'unité d'action toujours placées sous le contrôle des travailleurs. En agissant ainsi, ils seront plus forts pour mener la bataille contre leurs adversaires ; ils seront mieux armés pour dénoncer et déjouer les tentatives de division et de trahison ; ils créeront l'instrument le plus efficace pour le succès des combats rvendicatifs : ils permettront la réalisation de l'unité syndicale ».

Humanité
10.9.53

De la même manière, Marcel Paul écrivait :

« Pour organiser l'unité d'action, il est juste de lutter pour des assemblées uniques du personnel à l'échelle de l'usine, du service, où tous les travailleurs sont appelés et toutes les organisations convoquées. C'est déjà une première et réelle étape d'unité d'action.

De telles assemblées brisent les cloisonnements dont les dirigeants scissionnistes ont un besoin fondamental pour présenter plus facilement leur marchandise de division.

L'assemblée dans laquelle chaque syndicat doit s'expliquer par rapport aux objectifs communs ou par rapport à des propositions précises présentées par les uns ou par les autres pour conduire la lutte au succès, c'est la première mesure de sécurité de la grève.

Une seconde barrière à dresser contre la trahison des intérêts ouvriers c'est le comité d'unité d'action, le comité de grève élu, confirmé, mandaté dans les assemblées ouvertes à tous les travailleurs.

Les dirigeants CFTC et FO parlent à ce sujet de comités superfétatoires, de comités irresponsables. Le comité d'unité d'action est, au contraire, l'organisme le plus démocratique et le plus responsable qui puisse exister.

Il naît, il agit au milieu du personnel avec un mandat bien précis : conduire la bataille au succès. Il est responsable, pleinement responsable, devant le personnel tout entier dont il est la chair, l'espérance et le cerveau. Il réceptionne toutes les propositions et les soumet à tous.

Devant une telle possibilité de confrontation de toutes les propositions, devant le personnel tout entier, les opérations de diversion, de division, ne peuvent être présentées et déjà cela compte.

Les dirigeants FO et CFTC opposent aux comités d'unité d'action la conception du cartel des représentants syndicaux, chacun de ces représentants restant soumis à l'autorité de son organisme supérieur.

Le seul cartel des délégués CFTC, CGT et FO d'une usine, d'un service, ne constitue souvent, au fond, et malgré la bonne volonté des militants de base intéressés, qu'un cercle de marchandage et de compromis. Le comité de grève ou d'unité d'action élu, c'est le personnel en lutte pour vaincre, c'est le personnel qui, lui, n'a aucun intérêt aux tractations politicardes des dirigeants FO et CFTC ».

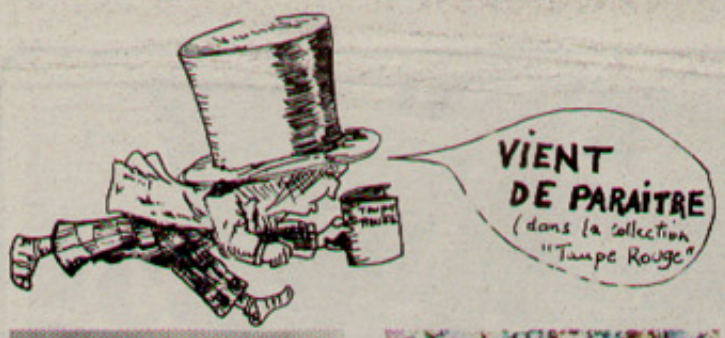
Et maintenant

Une question se pose en lisant 20 ans après les écrits de la même direction de la CGT. Depuis 53, le terme même de comité de grève est banni des textes officiels, ou alors quand on en parle, il ne recouvre pas la même réalité. (1)

Quand Séguy se vante de la parfaite démocratie qui a régné en 68 dans les usines, avec comité de grève dirigeant le mouvement , il nous leurre : le comite de grève dont il vante les mérites n'est qu'une intersyndicale mal camouflée, qui se donne ainsi des airs de démocratie. La preuve en est ce qu'il écrit quelques pages plus loin (p. 41) : il était justifié en Mai 68 « d'écarter l'idée d'un comité central de grève qui aurait tout centralisé au préjudice de l'initiative des masses en lutte et de l'autorité des organisations syndicales ». Dans le fameux guide du militant CGT, « Pour un syndicalisme responsable et efficace » les termes sont clairs : attention aux courants que peut véhiculer la base des travailleurs, elle risque fort d'être inspirée par les gauchistes, suppôts de la bourgeoisie ! Puisque non syndiqués. Ainsi

(1) G. Séguy : « Le mai de la CGT ».

Faute de place, nous ne pouvons publier cette semaine l'article prévu sur les caisses d'allocations familiales. Nous le publierons dans le prochain numéro.



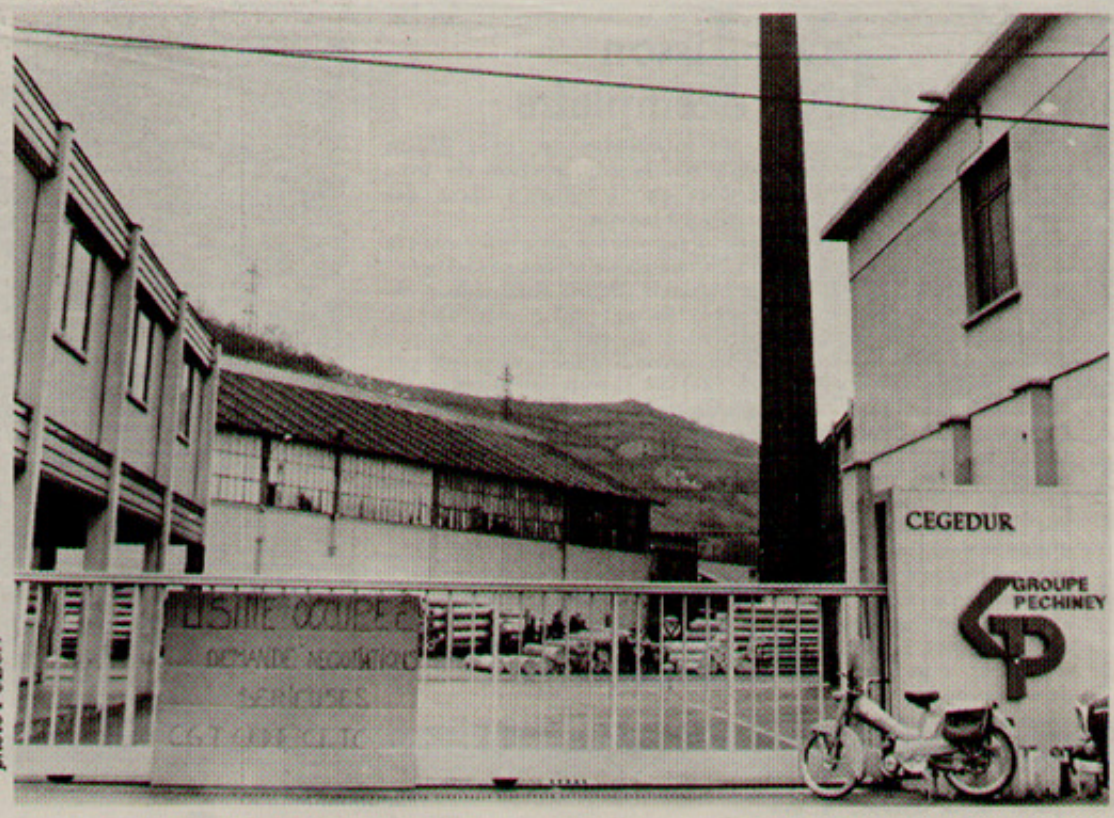


photo PUECH

l'UD-CGT des Ardennes, d'avril 72, présente sans ambages les comités de grève comme des inventions diaboliques destinées à retirer à la CGT la direction des luttes au profit ... de la CFDT.

« Dans de nombreux cas, la conduite du mouvement est laissée à l'initiative de « comités de grève » dans lesquels s'introduisent des éléments extérieurs aux organisations syndicales représentatives de ces entreprises et dont le seul souci semble être la « grève pour la grève » voire même l'implantation d'autres syndicats. A l'UMT par exemple, le conflit est mené par l'UL-CFDT par le biais du C.G. alors que dans l'entreprise *la CFDT ne comptait qu'un seul syndiqué* ».

Conclusion : **« Dans les entreprises où la CGT est implantée ne pas laisser conduire le mouvement par les « comités dits de grève ».**

Quand malgré ses directives, un comité de grève se crée, la direction CGT n'hésite pas, elle essaye de le détruire par des méthodes douteuses. Ex. : en faisant courir des bruits les plus fantaisistes sur les meneurs payés pour faire grève ; elle n'hésite pas à négocier ouvertement dans son dos (SCPC, Honeywell) et à le dénoncer publiquement !

Ainsi aujourd'hui pour Séguy, comme pour Marchais, les travailleurs ne peuvent être représentés que par leurs organisations syndicales, elles seules ont la capacité de diriger la grève, de négocier, etc... Les travailleurs sont des enfants. Si on les laissait à eux-mêmes, ils risqueraient de « contester ». Voilà la grande peur de la direction CGT, voilà ce qui a motivé en partie un revirement total : maintenant la direction CGT n'est plus la seule force hégémonique sur la classe ouvrière, les risques de débordement sur sa gauche sont réels, depuis 68 en particulier de nouvelles couches de la classe ouvrière émergent ; une nouvelle avant-garde ouvrière combative qui n'a pas une confiance illimitée et totale dans la direction CGT apparait.

La grande peur de la direction CGT (comme d'ailleurs de la CFDT) est d'être débordée, d'être dépossédée de son rôle. Et pourtant le comité de grève comme toute forme de démocratie ouvrière (AG du personnel, etc...) n'est en rien un complot pour briser les organisations syndicales, bien au contraire. Arme pour briser la résistance patronale, instrument réel d'unité d'action, il est un pas en avant vers l'unification syndicale !

En faisant l'expérience concrète de la démocratie ouvrière, en apparaissant unis et soudés dans une même structure contre le patron, les travailleurs prennent réellement conscience de leurs forces et de leurs capacités, le niveau de conscience de chacun en sort renforcé !

En faisant directement participer chaque travailleur à la conduite de la lutte, un grand pas en avant est franchi. Mais la lutte terminée, souvent, la combativité retombe. Et pourtant le combat n'est pas terminé, à tout moment le patron tente de reprendre ce qu'il a dû céder. En 53, des comités unitaires prolongeant l'action des comités de grève ont eu pour tâche de surveiller l'application des accords.

En 72, le comité de grève de Brest s'est transformé lui aussi en comité de contrôle pour vérifier l'application de l'accord et suivre la situation dans le centre pour empêcher un retour à la situation antérieure. En se dotant ainsi d'un organe de contrôle, les travailleurs instituent en quelque sorte un double pouvoir dans l'entreprise ! Sans nous faire d'illusions sur les possibilités d'influer directement sur la marche de l'usine, l'intérêt évident est que pour la première fois des travailleurs n'acceptent plus de se soumettre sans justification aux ordres du patronat, la démocratie ouvrière dans la lutte ouvre la voie, non seulement de la victoire sur les revendications, mais encore de la remise en cause active du pouvoir patronal sur l'entreprise par le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de travail et le fonctionnement de l'entreprise. Les expériences actuelles d'auto-organisation et de contrôle ouvrier sont des points d'appui précieux pour les échéances à venir ; elles permettent aux travailleurs de redécouvrir leurs capacités à prendre en charge sans intermédiaire et sans tutelle leurs intérêts. C'est par de telles expériences ouvrant une alternative concrète aux impasses réformistes de l'Union de la Gauche et préfigurant le futur pouvoir de la classe ouvrière dans la société toute entière que les travailleurs peuvent aujourd'hui en priorité retrouver la confiance dans leurs capacités révolutionnaires nécessaires à la victoire définitive.

24.1.73
S. Triton

honeywell : il faut savoir couler une grève

Le lundi 22 janvier, les grévistes d'Honeywell-Bull reprenaient le travail avec pour toute satisfaction de leurs revendications quelques broutilles d'augmentations de salaires (3 % en janvier au lieu de 2,5 % en mars) et un 13ème mois (principale revendication) progressif (50 % fin 73, 70 % fin 74 et 100 % fin 75).

Autrement dit, la direction n'a rien cédé : elle prévoyait bien avant la grève un 13ème mois pour 75 !!

Comment expliquer que cette grève n'ait pas abouti.

I) *Rappelons tout d'abord le déroulement du mouvement* :

Le mouvement démarra par des débrayages locaux d'une demi-heure par jour à une demi-journée par semaine, sans unité entre les différents départements mais sous un ciel calme et serein pour les directions syndicales. Pour la CGT, il s'agissait de faire pression, voire de dénoncer l'intransigeance patronale, mais en aucun cas de généraliser une grève ; ce qui aurait pu troubler le calme de la période pré-électorale. La CFDT, quant à elle, se refusait à prendre l'initiative du durcissement par « souci d'unité » (Cf. Rouge Nos 185 à 188).

C'est donc à l'initiative de la base que le mouvement s'élargit. Des noyaux par secteur d'activité débordèrent les directions syndicales, se mirent en grève illimitée et appelèrent l'ensemble du personnel à la solidarité. Les revendications étaient claires et unitaires : 1 500 F fin 72 et 13ème mois pour 73. Bientôt, l'ensemble du siège social et des services qui s'y rattachent bloquèrent par leur grève illimitée toute la Cie.

Toujours sous la pression de la base, des comités de grève se constituèrent avec un comité central de grève (malheureusement non élu et conçu comme une simple coordination des différents établissements). Surprise devant l'ampleur du mouvement, affolée, la Direction préféra nier les problèmes, s'indignant du non respect de la liberté du travail (sic !), refusant de discuter avec le comité central de grève « non représentatif ».

II) *Cela laissa le temps à la CGT de casser le mouvement et de le récupérer.*

Elle entra dans le jeu de la Direction en affirmant qu'elle était plus apte à négocier, « représentant l'ensemble du personnel ».

C'est sans doute également à partir de cet argument qu'elle se permit de faire des contre-propositions sur les revendications adoptées par le personnel, et de soulever le problème spécifique de certains secteurs. Inquiète de la tournure des événements (le comité de grève demandait l'extension et la popularisation de la grève à l'extérieur : des collectes furent faites sur les autres boites d'informatique, sur le 20ème arrondissement etc...), elle sabota et boycotta le comité de grève.

Ceci eut comme conséquence immédiate la division et la démoralisation du mouvement qui ne se battait plus sur des objectifs unifiants et ne savait plus à quel saint se vouer.

La Direction comprit vite le parti qu'elle pouvait tirer de cette situation et s'appuya sur la CGT pour couler la grève. Elle fit consciemment le choix de perdre plus d'argent en laissant continuer la grève plutôt que d'accorder le 13ème mois. Il ne fallait surtout pas que les travailleurs prennent conscience de leur force en obtenant satisfaction après cette grève.

Elle proposa donc un accord d'entreprise accordant... ce qui avait déjà été obtenu au comité d'entreprise précédant la grève !!

La CGT, ainsi que la CGC, sautèrent sur l'occasion en insistant sur le fait qu'un refus risquait de ne rien nous faire obtenir. En bref, mieux valait tenir que courir.

La démoralisation aidant et la grève trouvant difficilement un second souffle dans la popularisation, tout le personnel fut appelé à voter ces propositions en AG et accepta, avec une forte proportion de non.

Quant à la CFDT, elle a suivi au début le « courant » du mouvement. Mais elle n'a pas su faire le contre-poids de la CGT. Elle a quitté la salle de négociations au moment où la Direction proposait son accord d'entreprise mais on ne la revit plus ensuite. Elle n'a même pas donné de consigne de vote !

Aujourd'hui, si les grévistes ont repris le travail en pestant contre les directions syndicales « traîtres », les plus conscients ont tiré un certain nombre de leçons :

– nécessité d'une direction de grève élue par l'ensemble des grévistes
– nécessité pour les grévistes de diriger eux-mêmes leur grève
– nécessité de négocier eux-mêmes ou par l'intermédiaire de mandatés responsables devant tous les grévistes.

Aujourd'hui, il importe que les éléments les plus combatifs apparus tout au long de la grève se battent à l'intérieur de leur organisation syndicale pour qu'un bilan soit fait et pour se démarquer par rapport aux bureaucrates et aux pontes syndicaux.

24.1.73
Correspondant

reprise à Cégédur

Alors que lundi 15, les grévistes avaient repoussé les propositions du patron et décidé d'occuper l'usine mardi matin, c'est dans la plus grande confusion que l'AG a voté samedi la reprise du travail. Il faut dire que la semaine a été dure pour le mouvement : dès l'occupation, lâchage de la CFTC et raidissement de l'appareil CGT. Mardi 16 le comité de soutien doit quitter la bourse CGT (prétexte : présence de la Ligue), mercredi CGT et PC quittent le comité de soutien (prétexte : article de TS), vendredi et samedi les permanents font le forcing pour faire reprendre le travail. Nous reviendrons plus tard dans un article sur les grandes manœuvres bureaucratiques.

Après une période d'enthousiasme, le découragement s'est abattu sur les grévistes quand il est apparu évident qu'aucun soutien déterminant ne pouvait avoir lieu au niveau de la firme. Malgré le soutien qui se développait dans la région, la grève s'est arrêtée, victime de la période électorale et du programme commun.

Le bilan de la grève n'est pas entièrement négatif (augmentation de prime, 17 ctes/heure en moyenne, 1500 F à la reprise dont une partie sous forme d'avance, abandon du reglement intérieur policier). Néanmoins ce n'est pas ressenti par les travailleurs comme une victoire. Le patron risque de profiter de l'écœurement général pour rattraper le temps perdu en augmentant les cadences et régler ses comptes avec les travailleurs les plus combatifs.

24.1.73
Correspondant

la crise au sein de l'organisation révolutionnaire anarchiste

La crise de l'ORA est un nouveau signe de la clarification politique qui s'opere dans l'extrême-gauche révolutionnaire. Des militants issus de cette organisation retracent pour les lecteurs de « Rouge », l'évolution du débat qui a abouti à leur exclusion. Pour eux, il n'y a désormais pas d'autre voie que le marxisme révolutionnaire et ils s'apprêtent à rejoindre la Ligue Communiste. D'autres s'orientent vers LO.

La crise interne de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste

L'ORA, issue de la Fédération Anarchiste en 1968, vient de mettre fin, au cours de sa dernière rencontre nationale, au conflit interne qui couvait depuis longtemps en son sein. Pour ce faire, elle a choisi la méthode consistant à exclure une partie du noyau organisationnel (20 %) se trouvant en désaccord avec la position « officielle » de la majorité.

L'ORA, voulant se démarquer de l'anarchisme traditionnel, entreprit dès 1969 le développement d'un axe politique appelé « Front Libertaire ». Cet axe avait comme objectif la clarification du mouvement anarchiste; il s'agissait de regrouper toutes les organisations, groupes et individus se réclamant de la lutte de classes et reconnaissant la nécessité de l'organisation spécifique, et de créer ainsi l'Organisation Communiste Libertaire capable ultérieurement de proposer à la classe ouvrière une autre alternative que celle du communisme « autoritaire ».

La première partie de ce programme fut à peu près remplie (en effet, cette clarification du mouvement « anar » était facile à faire, celui-ci étant assez squelettique en France). Le deuxième objectif, l'implantation dans la classe ouvrière sur les bases de la théorie communiste libertaire, ne pouvait en aucun cas devenir réalisable. L'ORA, refusant la conception marxiste de la lutte de classes, se trouvait incapable de franchir le pas qui lui aurait permis de rompre avec le passé petit-bourgeois de l'anarchisme et devenir ainsi une organisation révolutionnaire prolétarienne. L'ORA, bien qu'elle admette les thèses économiques marxistes, dans la mesure où elle se trouve incapable, de par leur caractère scientifique, de les refuter, refuse les implications politiques qui leur sont dialectiquement liées (dictature du prolétariat, phase de transition, nécessité du parti révolutionnaire, etc.), et sombre ainsi dans l'opportunisme le plus plat.

Le communisme libertaire de l'ORA n'est donc qu'un conglomérat de mots d'ordre tels que l'autogestion, le fédéralisme, sans aucune explication historique de la réalité de ces concepts et de leur application révolutionnaire.

Avec ce maigre bagage, l'ORA ne pouvait que s'en remettre à la spontanéité des masses en se considérant platement à leur service ; la pratique extrêmement restreinte de l'ORA reposait sur une analyse de la classe ouvrière d'un empirisme total, conséquence directe de son refus du marxisme. L'ORA divise la classe ouvrière en deux blocs antagonistes. L'un marxiste léniniste et autoritaire, l'autre anti-autoritaire et autogestionnaire, ce dernier se retrouvant (comme par hasard...) surtout à la CFDT...

L'ORA et les élections législatives

L'approche des législatives donnérent lieu à des divergences non moins aigües.

La majorité de l'ORA se refugiant dans le crétinisme anti-électoral propre à l'anarchisme du XIXème siècle, ressortit des arguments tels : élections : trahison ; le pouvoir n'est pas dans les urnes, etc.

Ayant analysé la conjoncture actuelle nous proposâmes la candidature de l'extrême-gauche unie au premier tour, le désistement critique en faveur du programme commun au deuxième.

Cette position politique nous attira les foudres de l'ORA-majoritaire. L'anathème du trotskysme fut lancé contre nous sans que ces camarades s'efforcent d'analyser ce que ces positions recouvraient.

Il en fut de même avec des problèmes théoriques : dictature du prolétariat, phase de transition, analyse de la nature de l'Etat socialiste, etc.

L'adoption de ces thèses, et l'étude d'autres, nous auraient permis de rompre avec l'anarchisme stérile. La majorité de l'ORA, en les refusant, rejette en même temps l'essence même de la lutte de classes dont elle se réclame.

Il est vrai que l'ORA considère que le communisme intégral doit se réaliser au lendemain même de la révolution. L'ORA n'a rien perdu de l'utopisme petit-bourgeois de l'anarchisme classique.

Ces divergences étaient insurmontables; la majorité de l'ORA, alors que la question de l'exclusion n'était pas à l'ordre du jour, décréta notre exclusion au cours de la dernière rencontre nationale.

Tant pis si le droit de tendance que nous avions précédemment exigé fut refusé au nom de... la démocratie libertaire !

« Tapez plutôt sur ceux-là »

les remontrances du PSU

Le PSU s'inquiète des « risques de durcissement du régime pendant la campagne électorale ». Il préconise très justement une riposte unitaire des révolutionnaires contre une telle éventualité. C'est pourquoi le BN du PSU a récemment rencontré LO et la Ligue Communiste. Robert Chapuis rend compte de ces discussions dans Tribune Socialiste du 10 janvier.

Avec LO, aucun problème, l'accord est total « pour échanger toutes informations utiles et réagir ensemble... quand il le faudra ». On ne peut être plus précis et plus efficace !

Par contre, un « contentieux important » est apparu avec la Ligue. Et Chapuis s'emploie, laborieusement, à énumérer ces « pommes de discorde ».

1) « Dans la lutte anti-fasciste, la Ligue privilégie la lutte contre Ordre Nouveau » alors que, pour le PSU « le danger semble venir de secteurs gaullistes ou militaristes ».

Où diable le PSU est-il encore allé chercher cette accusation ? Nous avons écrit, dit et répété que le réel danger du durcissement se situe au sein même de l'appareil d'Etat.

Mais la critique du PSU tombe vraiment à plat : qui anime aujourd'hui la campagne anti-CFT à Rennes ? Qui popularise et met en pratique à l'occasion de chaque grève le mot d'ordre d'autodéfense ouvrière ?

Enfin, camarade Chapuis, nous demanderons un peu de modestie à ceux qui nous reprochent de « privilégier Ordre Nouveau » quand, de leur côté, ils s'avérent incapables d'organiser la moindre lutte contre toutes les bandes armées, quelles qu'elles soient. Les conseilleurs ne sont pas les payeurs... et il faudrait tout de même que le PSU perde l'habitude de toujours compter sur le service d'ordre des voisins !

2) Seconde critique de Chapuis : « Dans l'action syndicale, le travail fractionniste et récupérateur de la Ligue Communiste rencontre l'hostilité croissante des militants du PSU ».

Pas bien nouveau tout ça ! Mais cette phrase alambiquée confirme que le PSU se range de plus en plus ouvertement du côté des dirigeants de la CFDT pour éliminer bureaucratiquement les militants révolutionnaires de leurs syndicats.

Ce travail est d'ailleurs d'autant plus facile quand le militant PSU et le bureaucrate CFDT ne font qu'un seul et même homme : l'attitude d'André Lepert dans l'affaire Baroclem à Rouen en est une belle illustration.

3) Des divergences importantes existent enfin sur la « conception de l'action de masse ».

Le PSU en a ras-le-bol des « organisations de masse-paravent de la Ligue ». Le FSI, par exemple...

S'il en était réellement ainsi, nous pourrions, à vrai dire, être fiers de notre paravent. 3000 manifestants le 20 décembre, 10 000 le 20 janvier, excusez du peu !

Mais, c'est vrai, camarade Chapuis, nos divergences sur l'action de masse sont importantes. Elles séparent ceux qui mobilisent de toutes leurs forces pour le soutien aux révolutionnaires indochinois et ceux qui se contentent de signer au bas des tracts. Le PSU rassemblait 70 personnes le 20 décembre et 300 le 20 janvier... à 5 km de la Concorde !

Quant aux manifestations des mouvements de masse, le PSU nous en a donné un bel exemple le 19 janvier : il a envoyé un communiqué à l'AFP affirmant que les 10 organisations renonçaient à manifester à la Concorde. On a vu ce qu'il en était le lendemain...

N. Sentier

programme commun : bientôt plus que le titre !

Au cours de la conférence de presse qu'ils ont tenue lundi dernier, Marchais, Mitterrand et Fabre ont tenté laborieusement de montrer que le programme commun n'avait rien d'utopique. Les revendications de la gauche unie sont parfaitement réalisables, ont déclaré en substance les orateurs. Et d'aligner des chiffres, d'ajouter des recettes nouvelles, de soustraire des dépenses inutiles, de tracer des courbes de croissance.

Pour prouver quoi ? Tout simplement que la gauche au pouvoir n'allait pas casser la baraque. Nous n'avons cessé de répéter que ce programme commun n'était en rien un programme anti-capitaliste, n'était en rien un programme de transition au socialisme.

Dans leur souci légitime (pour des électoralistes bornés) de rassurer l'électorat, les dirigeants de la gauche unie ont confirmé, de façon particulièrement nette, notre analyse. François Mitterrand a expliqué devant les journalistes que le programme commun s'inscrit dans l'économie de marché. Marchais a énoncé les facteurs qui permettront à l'économie française d'avoir un taux d'expansion supérieur. Entre autres, utiliser à plein les capacités de production. Ce qui signifie que les heures supplémentaires et les primes de productivité seront encouragées.

« Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance », a déclaré Marchais. Le refrain est connu. C'est celui de l'hymne à la production déjà entonné à la Libération. Simple coïncidence si les communistes étaient au gouvernement...

Le programme commun promet la diminution des cadences et le retour au quarante heures. Mais le secrétaire général du Parti Communiste n'a rien trouvé de mieux que la bataille de la production et l'augmentation de la productivité pour financer ces mesures ! Cette contradiction est inhérente au programme commun qui se veut un programme social tout en respectant la marche d'une économie de profit.

Ah, bien sûr, il y a les nationalisations !

Aux derniers bourgeois, atteints de cécité qui verraient encore dans les nationalisations, on ne sait quel spectre de collectivisme, Georges Marchais affirme gravement : « Nous voulons que les entreprises nationalisées fassent des bénéfices »...

Voilà la garantie de rupture avec la logique du profit !

D'ailleurs l'« Humanité » du 23 janvier accuse ceux qui voient dans le programme commun « un mécanisme d'asphyxie de l'économie » d'avoir simplement reniflé le programme commun. Car, explique le plumitif de service, « les nationalisations nouvelles prévues par la gauche représentent moins de 1 % des entreprises industrielles existantes ». C'est pas un bon programme ça ?

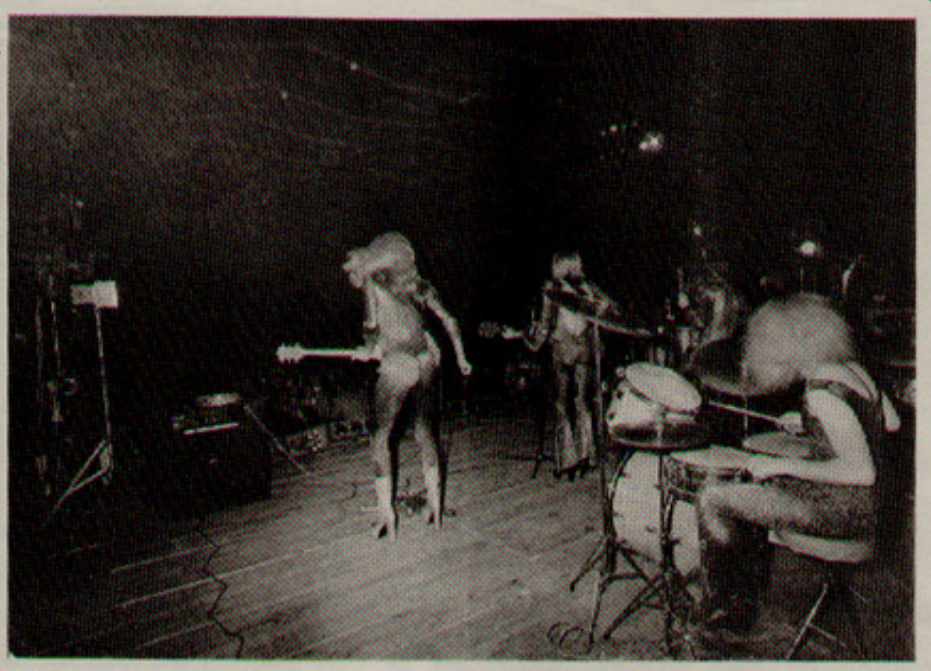
Pour rassurer les couches moyennes, les leaders de la gauche ont déjà promis qu'ils ne toucheraient pas aux institutions c'est-à-dire à l'Etat bourgeois. Ils viennent de confirmer qu'ils ne toucheront pas à l'économie de profit.

Ils vont finir par passer pour ce qu'ils sont : des gérants loyaux du capital. Pour notre part, nous en sommes convaincus. Il reste à l'expliquer inlassablement aux masses ouvrières, aujourd'hui encore trompées.

A.C.

notes politiques

photo GAMMA



congrès de l'UJP

notes politiques

rennes : grève des maîtres auxiliaires

●

Partout en France, les maîtres auxiliaires subissent une situation scandaleuse : révocables à tout instant, sans préavis ni indemnité, ils sont tous voués au chômage à brève échéance. Dans l'académie de Rennes, après plusieurs mois de mobilisation, les maîtres auxiliaires feront grève les 1er et 2 février, à l'appel du *comité de défense des auxiliaires*. D'autres sections doivent suivre. Mais elles ne doivent pas se limiter à la Bretagne. Dès aujourd'hui, le CDA de Rennes appelle :

– à la solidarité active de tous les enseignants de France,

– à la création partout de Comités d'auxiliaires pour :

. la titularisation des auxiliaires

. la suppression de la catégorie d'auxiliaire.

Pour toute correspondance avec le comité de défense des auxiliaires de l'académie de Rennes : M. Gensac, avenue de Menez Bian
29 129 Pont l'Abbé

cherbourg : « on a pas digéré les asticots »

●

CET d'*Equeurdreville*, jeudi 11 janvier : à l'appel du comité de lutte, 600 lycéens votent la grève en AG, et élisent un comité de grève de 50 élèves. Pourquoi ? Pour la réintégration de 3 élèves exclus, contre la répression (la direction fait signer aux turbulents la promesse de ne plus faire grève, convoque les parents, multiplie les interrogatoires) pour l'amélioration de la bouffe (la veille on a trouvé des asticots dans les pâtes, Potemkine à Cherbourg en quelque sorte). La direction, d'abord intransigeante, s'adoucit après que le repas de midi ait été boycotté et remplacé par une bouffe collective. Elle fait des promesses contre la reprise des cours. Le comité de grève quitte la salle et vient rendre compte à l'AG qui reconduit la grève.

Le vendredi matin les élèves distribuent un tract d'explication sur tous les bahuts de la ville. L'administration décide de convoquer des réinscriptions individuelles avec les parents pour la semaine suivante. Mais le lundi suivant le mouvement s'amplifie et la grève de la faim initialement prévue se continue l'après-midi en grève des cours.

Les externes apportent leur soutien, le soir une AG de 900 élèves dure jusqu'à 19 h et établit un cahier de 15 revendications, malgré les interventions démagogiques des parents d'élèves, des profs et de l'administration. Pour éviter la fermeture du lycée (circulaire Guichard), il est décidé de reprendre les cours et de continuer les grèves de la faim avec collectes.

Le mercredi 17 janvier une réunion a lieu entre les comités de lutte de plusieurs bahuts (Millet, Tocqueville et Equeurdreville). Le lendemain au lycée technique Tocqueville, 1 300 grévistes descendent dans la ville en manif et tentent sans succès de rallier les élèves de Millet. Ceux-ci suivront à 50 % un boycott du repas en solidarité. A 16 h l'annonce de l'exclusion des élèves du lycée technique en vertu de la circulaire Guichard démobilise le rassemblement qui devait partir en manif.

Mais la lutte continue, des tracts d'explication et d'agitation sont prévus sur les trois bahuts, et le 27 janvier le repas de midi sera boycotté à Millet par solidarité. Enfin, le 31, c'est une manif centrale lycéenne qui aura lieu et que les militants préparent activement.

Correspondant

une nouvelle fois la loi de 1920 battue en brèche

●

« Avortement libre et gratuit », « contraception libre et gratuite », « relaxez les inculpées », « notre corps nous appartient », « à bas la justice de classe ». Tels étaient les mots d'ordre scandés jeudi 18 janvier par 350 manifestants dans les rues de Strasbourg.

Le lendemain matin, 8 femmes passaient devant le tribunal correctionnel, inculpées au titre de la loi de 1920. C'est la première fois que les Strasbourgeois entendaient de tels slogans dans les rues de leur ville ! Préparée en deux jours par des collages et des peintures, appelée par le MLF, le PSU, la Ligue Communiste, le Comité de Lutte Médecine et l'Ecole Emancipée, cette manifestation fut un succès. Les vendeuses des commerces du centre ville accueillaient fort bien le tract diffusé par les militantes du MLF. Le lendemain matin, on s'entassait dans la salle du tribunal. Le jugement fut à l'image du désarroi actuel de la justice sur ce sujet : 6 inculpées relaxées (même celles qui étaient absentes au procès) et deux condamnations à 300 F d'amende avec sursis. Verdict accueilli par les cris de « justice bourgeoise, justice de classe, justice pourrie ! ».

Correspondant

communiqué du Front des Soldats et des Marins Révolutionnaires

●

Le Front des Soldats et des Marins Révolutionnaires dont vous avez appris l'existence il y a une semaine se déclare solidaire et partie prenante du combat mené par les révolutionnaires indochinois contre l'impérialisme américain.

Par la voix de son gouvernement actuel, le gouvernement français veut faire croire qu'il adopte une position de neutralité dans la question du Sud-Est asiatique. Mieux : il faudrait croire aux activités discrètes mais efficaces du gouvernement français pour assurer un règlement rapide du conflit.

En réalité, le gouvernement français et l'Etat-Major militaire sont pratiquement complices de l'impérialisme américain et le FSMR ne manquera pas une occasion d'en apporter les preuves afin que les révolutionnaires français puissent dénoncer ces faits.

Nous sommes en possession d'informations concernant l'assistance militaire française auprès des gouvernements fantoches et réactionnaires du Laos et du Cambodge.

L'assistance au Laos se traduit de la part du gouvernement français par la présence d'une délégation militaire à Vientiane composée de 70 officiers et sous-officiers. Le gouvernement a d'ailleurs fait part à la fin de l'année dernière du renforcement de cette mission militaire dont les effectifs passeront à 150 hommes. Ce renforcement est prévu pour 1973.

L'assistance militaire se traduit d'autre part par la présence en France de 68 officiers de l'armée régulière laotienne, dont un très grand nombre d'officiers supérieurs, ces officiers ayant à leur tête le général Kong Le *et les colonels Vannivong Soumphoc Phakdy, Boun Heuang Si Harath et Kham Ane Keomoungoun effectuent une grande partie de leur formation dans les « grandes » écoles militaires françaises (St Cyr, Coetquiden, école supérieure d'Etat-Major). Par exemple, le général Kong Le effectue un stage de deux ans qui prendra fin en septembre 73 à l'école supérieure de guerre.*

On trouve notamment parmi ces officiers, le commandant Thao Mangkala Souvanna Phouma, jeune frère du prince Souvanna Phouma, qui suit un stage de deux ans à l'école de guerre aérienne de Paris.

La formation des officiers de l'armée laotienne est supportée en grande partie par la France puisque, si ces militaires sont payés par leur gouvernement, ils bénéficient d'une bourse d'études et de nombreux avantages en nature (logement, voyages, etc...) de la part du gouvernement français. Ces bourses d'études sont d'un montant mensuel allant de 350 F à 1500 F suivant le rang des officiers et sont passées sur le budget du ministère des affaires étrangères.

En ce qui concerne l'assistance militaire fournie au régime de Phnom Penh, elle est en tous points semblable à celle accordée au Laos. Ce qui est sûr, c'est qu'une mission française (semblable à celle de Vientiane) est en place à Phnom Penh et que, pareillement, de nombreux officiers cambodgiens accomplissent leur formation dans les écoles françaises, toujours aux frais de la France (mêmes bourses d'études, logements...).

presse : communiqué de Politique-Hebdo-Le Point

●

Nous apprenons avec stupéfaction que le tribunal de Grande Instance de Paris, dans un jugement rendu le 24 janvier 1973, n'a pas fait droit à notre demande et à celle de Jean-Claude Garot, à l'encontre de la Société de Presse et d'Information (Le Point Hachette), sous le motif que le titre *« Le Point »* ne peut être protégé. Selon l'argument invoqué, il est dans la profession de tout journaliste de faire « le point », et un tel titre tombe de soi dans le domaine public.

Nous nous permettons en conséquence d'avertir nos confrères de la presse que les titres suivants sont dorénavant disponibles :

– *La Presse* (tout journaliste travaille dans la presse)

– *Le Journal* (idem), *La Gazette* (idem), *La Dépêche* (idem)

– *L'Observateur* (tout journaliste observe)

– *Les Nouvelles* (tout journaliste apporte des nouvelles)

– *L'Echo* (tout journaliste fait écho aux événements)

Egalement, parmi beaucoup d'autres :

– *L'Indépendant* (tout journaliste, c'est évident, est indépendant)

– *La Critique* (tout journaliste, c'est non moins évident, se doit d'être critique)

– *Le Meilleur* (tout journal se doit, et doit à ses lecteurs, d'être le meilleur)

etc... etc...

Seul est indisponible *Le Figaro*, aucun journaliste n'ayant pour intention de raser ses lecteurs.

Nous signalons d'autre part que ce jugement étant en contradiction flagrante avec l'ensemble de la jurisprudence émanant de la 3ème Chambre du tribunal de Grande Instance de Paris (Chambre spécialisée dans les affaires de presse), *Politique Hebdo* a pris la décision d'interjeter appel à jour fixe du jugement rendu.

Paris le 24 janvier 1973.

manifestation devant l'ambassade US à Tel-Aviv.

appel de l'extrême-gauche israëlienne

Le gouvernement cherche à détruire la gauche organisée et utilise pour cela la provocation. Après la découverte du soi-disant « groupe de sabotage et d'espionnage », le régime frappe, en arrêtant Rami Livneh et Melli Lehrman, l'Alliance Communiste Révolutionnaire « Struggle ». Le lien est évident, selon la méthode bien connue des « dominos ». Après « Struggle », d'autres viendront. Contre les Panthères Noires, on utilisa la fable du « terrorisme intérieur » et des « cocktails Molotov ». Contre les organisations de gauche, on utilise maintenant la provocation ouverte de « l'espionnage » et du « sabotage ».

Le régime ne compte pas s'arrêter là. En annonçant qu'il faut s'attendre à 100 arrestations supplémentaires, il prépare la voie à davantage d'arrestations de militants politiques et l'attaque contre d'autres organisations politiques et ouvrières. L'accusation portée contre les membres d'une organisation politique légale, d'« avoir des contacts avec des agents de l'ennemi », n'est qu'un début.

Le gouvernement, qui, depuis des années, n'arrête pas d'exproprier et d'expulser des Arabes, pratique l'oppression de classe et la discrimination raciale, a bien besoin d'un renouveau d'« unité nationale » face à la vague de grèves et à la montée des prix. Il a besoin de justifier par de nouveaux arguments de « sécurité », son militarisme et la continuation de son oppression.

Le régime israëlien ne peut tolérer d'organisation commune aux Juifs et aux Arabes, et il utilise toutes ses armes – depuis les services de sécurité jusqu'aux tribunaux – pour les détruire.

Nous ne faisons aucune confiance aux informations de la police et des services de sécurité : leur but est de créer un climat de lynchage. Plusieurs accusations de ce genre ont déjà été démenties (et certains « accusés » déjà libérés).

Nous savons que beaucoup des emprisonnés ont été sévèrement torturés au cours des interrogatoires, dans la meilleure tradition. Nous savons qu'on a menacé de les faire comparaître devant des tribunaux militaires à huis-clos, en vertu des décrets d'urgence de 1945.

Hier on accusait les grévistes d'être des « saboteurs » et de « mettre en danger la sécurité de l'Etat » ; aujourd'hui on frappe des organisations politiques en les accusant d'être des « ennemis ». Demain, on détruira les conseils ouvriers en disant qu'ils « mettent en danger l'unité nationale » ; on attaque la liberté d'organisation et dans le même temps on prépare les lois qui permettront d'envoyer les grévistes en prison

Il faut les arrêter maintenant !

Hier ils déclaraient le village d Ikrit et Bir'am « zone close », demain ils interdiront les manifestations contre les « excès » et toute forme d'organisation dans les quartiers et les écoles.

Arrêtons-les !

Ne les laissons pas mettre hors-la-loi une organisation politique.

Arrêtons-les !

Luttons pour le droit démocratique à s'organiser selon ses opinions et sa conscience.

Nous appelons les organisations et les individus à nous joindre à l'adresse : POB 2234, Jérusalem.

Signé :Groupe « Avant-Garde », Organisation Socialiste Israëlienne (Matzpen-Marxiste) ; Organisation Socialiste Israelienne (Matzpen) ; Alliance Communiste Révolutionnaire (Struggle) ; Union des Etudiants Arabes de l'Université Hébraique de Jérusalem.

espagne : l'enlèvement de Huarte

Un an presque jour pour jour après l'enlèvement de Zabala, la fraction militariste de l'ETA (ou ETA-V) est intervenue dans une autre grève à Pampelune en enlevant un des dirigeants de l'entreprise qui refusait de céder aux revendications des travailleurs en lutte. Mardi 16 janvier, un commando armé de trois militants enlève Felipe Huarte, qui est sans doute un des plus gros capitalistes de Pampelune : il dirige nombre d'entreprises de la région dont l'usine métallurgique du groupe Huarte Torfinasa, où les ouvriers sont en grève depuis six semaines. La seule réponse de la direction aux revendications des grévistes a été jusqu'alors le licenciement de plus de 100 ouvriers. Dès l'annonce de l'enlèvement, les ouvriers licenciés sont réintégrés. Mais ETA réclame la satisfaction totale des revendications : augmentation égale de 240 F par mois, versement intégral du salaire en cas de maladie et un mois de congés payés. On ne sait pas quelle réponse a donnée la direction, ni comment a pu intervenir le gouvernement franquiste ; mais, à l'expiration du délai fixé, Huarte n'a pas été relâché

Il y a un an, en janvier 72, la direction de Precicontrol, dont Zabala est un des principaux actionnaires, avait cédé sur l'ensemble des revendications des grévistes dans des conditions analogues.

L'action audacieuse du commando de ETA (V) avait permis de forcer la victoire et de démontrer que le patronat était prêt à céder beaucoup lorsque ses intérêts vitaux étaient en jeu.

En enlevant Zabala, la fraction nationaliste-militariste de ETA inaugurait un nouveau type d'actions armées, inspirées par les actions de l'ERP en Argentine, qui s'efforcent de s'insérer dans les luttes de la classe ouvrière.

L'écho évident que ces opérations rencontrent chez les travailleurs se mesure aussi à l'acharnement de la dictature franquiste à les présenter comme de simples délits de droit commun : dans la presse espagnole, la condition essentielle mise par l'ETA pour relâcher Huarte, la satisfaction des revendications des grévistes, est complètement passée sous silence ; il est seulement question d'une demande de rançon de 4 millions de francs. Parallèlement est déclanchée une vaste opération militaro-policière au Pays Basque : contrôles systématiques des routes, ratissages de régions entières, déploiement de forces sur la frontière, plus d'un millier d'arrestations... Que Huarte n'ait pas été retrouvé montre assez la sympathie active dont bénéficie l'ETA au Pays Basque, et qui lui a déjà permis de sauver nombre de ses militants traqués par les flics de la Brigade Politico-Sociale. Cela suffit pour récuser l'argumentation des réformistes et apparentés, qui prétendent ces actions armées minoritaires condamnées à l'isolement, ou substitutistes par rapport à l'action de masse. C'est la tâche des révolutionnaires de tirer un bilan précis de ces actions et de les situer dans l'essor actuel de la lutte de classes contre la dictature franquiste et les tâches de construction du parti révolutionnaire. L'affaire Zabala a bien montré que, *plus que toute autre, la victoire acquise dans ces conditions est précaire : le rapport des forces instauré momentanément par l'enlèvement d'un directeur de l'entreprise ne peut pas peser durablement dans les affrontements entre le patron et les travailleurs. De plus la question de l'activité armée des révolutionnaires se pose essentiellement en termes d'autodéfense de la classe ouvrière* : les récents affrontements dans la grève générale de Vigo et de El Ferrol *posent une nouvelle fois et dans toute son acuité la tâche de formation des piquets d'autodéfense et des détachements ouvriers de combat comme une tâche centrale de l'avant-garde révolutionnaire*. C'est en ces termes que nos camarades de la LCR et de ETA (VI) posent ce problème.

24.1.73
Paco ROBS

le FUNK reste à la cité : première victoire des résidents

Après l'assassinat de Sok Kim Huot, militant du FUNK, la mobilisation continue. La Maison du Cambodge est toujours fermée, les camarades du FUNK restent emprisonnés, inculpés aux termes de la loi anti-casseur (1). Essaro, lui garde sa place de directeur. Pire, l'administration a relogé des fantoches, notamment à la maison des USA !

C'est pourquoi la commission de mobilisation continue sa campagne de dénonciation et a entrepris le relogement des camarades du FUNK dans plusieurs maisons dont les résidents réunis en AG, ont pris sur eux, souvent contre la décision du directeur, d'imposer cet hébergement.

Cette première action est importante parce qu'elle fait prendre conscience à de nombreux résidents de la politique répressive de l'administration française qui baillonnent et ferme, au gré des décisions gouvernementales, les maisons les unes aprés les autres. C'est maintenant plus de 1000 lits qui sont inoccupés à la Cité au nom du « respect mutuel entre les peuples du monde ».

En participant à la manifestation du 20, les résidents à l'appel du la commission de mobilisation, ont montré que la lutte pour la réouverture de la maison du Cambodge est inséparable du soutien à la révolution indochinoise.

Notre action doit encore s'amplifier : le jour des obsèques de Sok Kim Huot sera marqué par un vaste mouvement de solidarité et de dénonciation de la complicité de l'administration française. La commission appelle d'autre part les intellectuels anti-impérialistes à soutenir la lutte des résidents, pour briser le mur du silence autour de la répression qui règne à la Cité Universitaire.

– Essaro expulsion !

– Pompidou complice des fantoches !

– La Maison du Cambdoge au FUNK !

– Libération immédiate des camarades inculpés !

coïncidence...

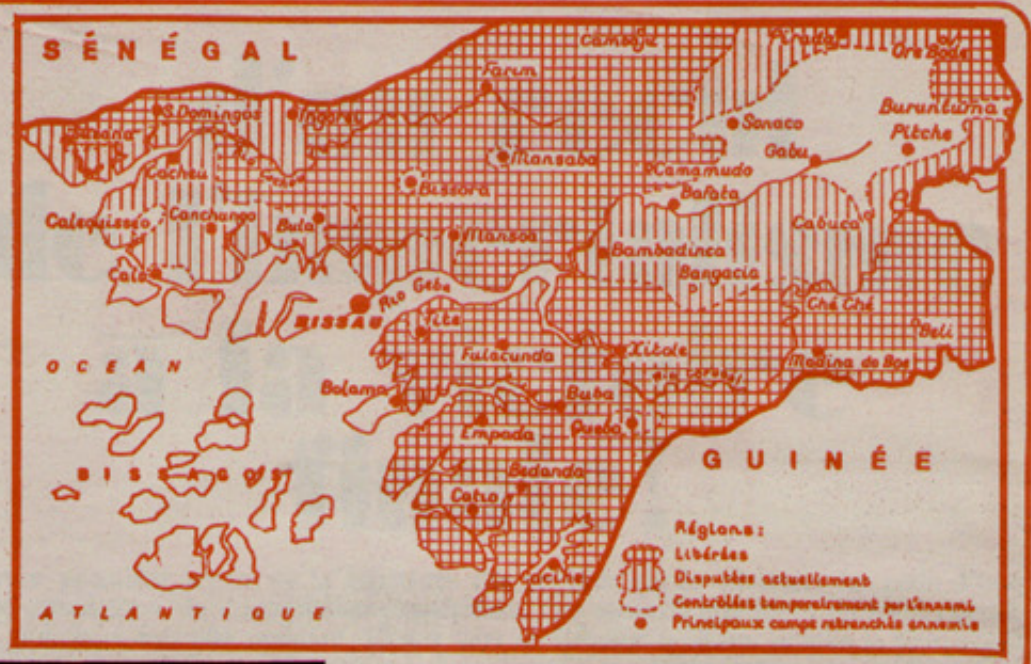
L'article L.342 du Code Electoral, permettant dans le département de la Réunion « l'entrée dans l'assemblée électorale avec armes », interdit partout ailleurs, et mentionné par Krivine à l'émission « A Armes Egales », a été abrogé par la loi 73-12 du 2 janvier 1973, signée Pompidou, Messmer, Pléven, Marcellin.

D'autre part, le Front de la Jeunesse Autonomiste de la Réunion (Jeunesses Communistes) a écrit à A. Conte, PDG de l'ORTF, pour lui demander de « prendre toutes les mesures nécessaires » en vue de la programmation de l'émission « A Armes Egales » Krivine-Stasi, toujours censurée dans nos « bien français » TOM-DOM.

notes internationales

amilcar cabral

meurtre d'un révolutionnaire africain



Avec Amilcar Cabral, la révolution africaine ne perd pas seulement le dirigeant prestigieux d'un mouvement de libération dont l'expérience pratique de la lutte armée, de la constitution des zones libérées, de l'organisation, étaient un exemple pour tous les révolutionnaires africains. Elle perd aussi un de ses plus précieux théoriciens, un des cadres les plus conscients des problèmes de la révolution africaine, un marxiste, conscient de l'importance de l'« arme de la théorie », selon le titre d'un de ses articles.

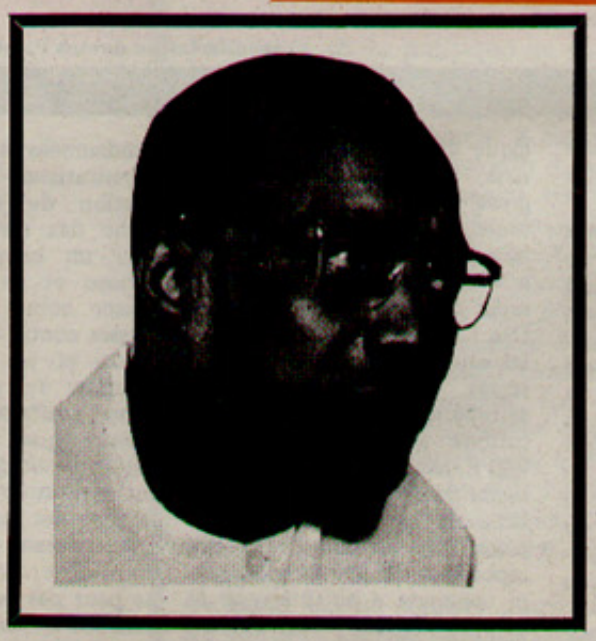
La lutte armée a été menée en Guinée-Bissau par un mouvement nationaliste confronté, dans les colonies portugaises, à un adversaire incapable (à la différence de l'impérialisme français) de réaliser une solution néo-coloniale. Alors que la majeure partie du nationalisme africain dégénérait, ou même trahissait, sous les coups de la répression ou sous l'action de la corruption, les militants des colonies portugaises étaient amenés à poser le problème de la violence révolutionnaire face à la barbarie impérialiste. Les organisations telles que le PAIGC, le MPLA et le FRELIMO, s'engageaient dans un processus qui débordait largement du programme du nationalisme africain des années 50.

Lorsque Amilcar Cabral, à la conférence de la Tricontinentale, affirmait sa volonté de faire disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme dans la future Guinée indépendante, lorsqu'il proclamait sa solidarité avec les travailleurs portugais en lutte, il démontrait son attachement au mouvement ouvrier et sa compéhension de la nature socialiste du combat.

Créé en 1956, le PAIGC entreprend un long travail d'accumulation et de préparation qui représente encore aujourd'hui une somme d'expériences impressionnante pour le reste du mouvement révolutionnaire africain. Entre 61 et 63, la lutte armée débute, et permet de libérer la plus grande partie du pays au cours des dernières années. Les victoires militaires rendent possible l'offensive diplomatique que Cabral livrait depuis plusieurs mois, en s'appuyant sur les réalisations du PAIGC dans les zones libérées : élection d'une assemblée nationale, renforcement de l'infrastructure militaire, scolaire et sanitaire. Son objectif : la reconnaissance de l'Etat guinéen indépendant.

La lutte du PAIGC n'est pas exempte de certaines confusions politiques ; ceci s'explique notamment par la formation sociale du continent africain qui a retardé le développement du processus révolutionnaire. Si aujourd'hui existent les conditions pour la construction d'une avant-garde consciente, il est clair que son émergence se fait autant grâce à l'assimilation des acquis du marxisme que grâce à l'analyse des expériences accumulées par des mouvements comme le PAIGC. C'est l'apport essentiel de Cabral que d'avoir commencé une théorisation du processus révolutionnaires en Afrique quelles que soient les appréciations que l'on puisse en faire. En cela il apparait comme un précurseur. L'importance stratégique de la Guinée, l'importance économique et politique de l'Angola et du Mozambique font que la lutte dans les colonies protugaises peut accélérer le processus révolutionnaire en Afrique. Le soutien apporté aux combattants, la dénonciation de toutes les complicités n'en sont que plus nécessaires. C'est notre tâche.

C.G



Amilcar Cabral est mort ; mais le geste criminel du colonialisme portugais peut-il retarder sa défaite ?
Certes, la disparition de Cabral n'est pas seulement grave pour le PAIGC, elle l'est aussi pour l'ensemble du camp anti-impérialiste. Cependant, Cabral avait su construire une organisation combattante ; il avait su orgaaniser la lutte de tout un peuple ; cela, la bourgeoisie portugaise ne pourra jamais le vaincre.
J'ai rencontré A. Cabral voilà deux mois, en tant que militant du comité de soutien aux luttes dans les colonies portugaises. Sa détermination et sa confiance en la victoire au moment où son mouvement vivait un moment décisif de son combat, m'ont particulièrement frappé. Le continent africain, écrasé, écartelé par l'impérialisme mondial secoue le carcan colonial et néo-colonial, et le fissure peu à peu. A. Cabral était de ceux qui influençaient le plus la nouvelle génération révolutionnaire africaine. Quelles que soient les appréciations différentes, les débats nécessaires avec des militants comme lui, un marxiste révolutionnaire ne peut que saluer en Amilcar Cabral un des plus prestigieux révolutionnaire africain.
Notre combat est le même.

J.P.

VENDREDI 26 JANVIER 20h30
mutualité

Réunion organisée par le Comité National de Soutien aux luttes des colonies portuguaises.

communiqué de la Ligue Communiste

Amilcar Cabral, président du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, a été assassiné. La main criminelle qui vient de tuer l'un des plus prestigieux révolutionnaires africains a été armée par l'impérialisme mondial dont la fraction portugaise mène depuis 15 ans une guerre coloniale sanguinaire contre les peuples africains. En novembre 1970, déjà, une tentative de débarquement en Guinée-Conakry illustrait les méthodes désespérées du colonialisme portugais pour freiner la marche de la lutte révolutionnaire. Le PAIGC, dont A. Cabral était membre dirigeant, mène une lutte de libération qui rejaillit de plus en plus en dehors de son cadre national pour redonner vigueur au mouvement anti-impérialiste africain. Le peuple guinéen mène cette lutte héroïque dans des conditions extrêmement difficiles, face à une technologie guerrière directement inspirée par l'agression américaine au Vietnam. Le peuple guinéen en lutte a toujours proclamé sa solidarité envers les travailleurs portugais écrasés par l'oligarchie réactionnaire de Lisbonne, montrant par là que son combat était un maillon de la chaîne anti-impérialiste.

Les victoires des masses guinéennes contre leur oppresseur sont telles que le PAIGC a pu envisager depuis quelques mois, une offensive diplomatique dont l'objectif est la proclamation d'un Etat indépendant, agressé par le Portugal.

Cette offensive met la bourgeoisie portugaise dans une situation extrêment périlleuse à l'heure où les luttes ouvrières au Portugal viennent déranger ses plans d'intégration à l'Europe de Pompidou et de Brandt.

C'est pour tenter de briser cette offensive du PAIGC que le colonialisme portugais a recouru une fois encore à l'assassinat.

Ne nous y trompons pas, ceux qui hier votaient à l'ONU des résolutions apparemment libérales sur le problème des colonies portugaises, portent une lourde responsabilité dans l'entreprise coloniale du Portugal. L'aide dispensée depuis des années à l'armée portugaise, le soutien diplomatique et la complicité de Pompidou - Marcellin pour interdire de séjour les militants des colonies portugaises sont des aveux permanents de complicité.

Enfin, les panafricanistes de dernière heure, de Senghor à H. Boigny, ceux qui demain utiliseront la mort d'A. Cabral pour faire à bon compte des professions de foi anti-impérialistes, ne doivent pas s'illusionner.

La lutte du peuple guinéen est une lutte anti-impérialiste dont les leçons sont tirées par les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes. Le sang d'A. Cabral a coulé pour la révolution africaine. Ce militant est mort pour que la barbarie soit écrasée. La violence révolutionnaire face à l'impérialisme, dont il fut l'un des premiers africains à saisir l'importance, balayera demain tous les fantoches africains qui se sont fait les complices du colonialisme portugais.

A. Cabral est mort pour les travailleurs africains.
Les travailleurs africains et ceux du monde entier le vengeront !
Vengeance pour toi camarade !

Je désire prendre contact avec la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

rouge
10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain clément, Bertrand l'helgouach, Joseph Krasny, Alain Krivine, Michel Lenoir, Philippe Sabathé, Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....